

Tome 4 : Notes 15: Rocard, la Gauche et moi

(Michel Rocard, Jean Peyrelevade, le PS, le capitalisme financier)

Le texte qui suit a été rédigé il y a 3 ans, deux ans avant le début de la grande crise financière et économique actuelle. Je l'ai relu et j'ai trouvé qu'il n'y avait pas grand-chose à y changer. Je l'ai donc laissé tel quel. (septembre 2009).

Voir aussi mon post-scriptum où je fais quelques mises à jour et reviens brièvement sur la crise actuelle (octobre 2009).

1) n° 3449 Michel Rocard: Si la Gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou, édit. Robert Laffont, Paris, 2005.

2) n° 3448 Jean Peyrelevade: Le capitalisme total, édit. Seuil, Paris, 2005.

Je viens de lire pratiquement en même temps l'étude du capitalisme moderne par Jean Peyrelevade et les entretiens que Rocard a accordés au «dernier confident» de François Mitterrand, Georges-Marc Benamou. Et les deux livres m'interpellent.

Rocard et moi

Avec Rocard qui n'a finalement que 5 ans de plus que moi j'ai revécu mon propre parcours politique, mes enthousiasmes, mes déceptions, mes haines aussi. Cela a commencé avec Mendès-France et Guy Mollet. Je me souviens de l'admiration que nous vouions à Mendès, sa courte carrière de Président du Conseil: 7 mois seulement, mais 7 mois marqués par la paix en Indochine, l'indépendance de la Tunisie, le parler vrai, l'honnêteté, l'éthique en politique. C'était en 1954-55. J'étais encore en taupé à Strasbourg. Je logeais au FEC, le Foyer des Etudiants catholiques, cothurne de mon ami Georges. Et dans mes moments de liberté je lisais **le Monde** (je le lis toujours), **France-Observateur**, **Témoignage Chrétien**, **les Temps Modernes** et **Esprit**.

Et puis arrivent les élections fin 1955. Je suis déjà à Paris, entré à Centrale. La gauche gagne. Et je me souviens parfaitement qu'elle a gagné sur le thème de **la paix en Algérie** et grâce à la réputation de Mendès. Or c'est Guy Mollet qui devient Président du Conseil. Le 6 février suivant il va à Alger, se fait bombarder avec des tomates, retourne complètement sa veste, devient Algérie Française et quelques mois plus tard Mendès-France démissionne. Il ne jouera plus jamais de rôle politique en France, à mon grand désespoir et à celui de ses nombreux admirateurs. Pour moi cela a été la première fois que j'ai vécu une

trahison en politique. Il faut comprendre ce que cela a signifié pour les gens de ma génération. L'Algérie ce n'était pas seulement l'injustice vécue par des millions d'Algériens, c'était aussi pour nous qui avions 20 ans la perspective de devoir y aller, faire une guerre cruelle et inutile. Et la fin d'une illusion en politique.

Rocard rapporte en détail comment s'est passée la désignation de Mollet comme Président du Conseil. C'est Jean-Jacques Servan-Schreiber qui raconte l'histoire, la rencontre à quatre organisée par Defferre avec JJSS, Mendès et Mollet. Defferre veut forcer Mendès à accepter le poste. Mollet est déjà prêt à s'effacer. Et puis, à la sortie, devant les journalistes, c'est Mendès qui s'efface. Un vrai drame. Comme si en France on ne trouvait que deux sortes d'hommes politiques: le politicien honnête mais incapable d'accéder au pouvoir ou l'autre type, malhonnête, mais bourré d'ambition et qui réussit. Cette même incapacité d'accéder au pouvoir, de manoeuvrer pour y arriver, c'est également ce qui caractérise Rocard.

J'ai été comme Rocard encore, choqué par Lacoste, un socialiste pourtant, entièrement manipulé par les pieds-noirs, et qui accorde tous les pouvoirs aux militaires. Rocard raconte ce qu'en dit Victor Fay, un intellectuel du parti, juif d'origine polonaise, un homme d'expérience (il avait été membre du parti de Rosa Luxembourg): je connais Lacoste, vous allez voir, c'est un fonctionnaire des finances, petit-bourgeois, nationaliste et totalement inculte. Il ne comprend rien à l'histoire, il va trouver les pieds-noirs sympathiques, oublier les Arabes, donner plein pouvoir aux militaires... et ce sera l'horreur. C'est ce qui s'est passé.

Rocard raconte aussi sa rencontre avec les catholiques de gauche, les JEC et les JOC, lorsqu'il aura à organiser au sein de la SFIO les jeunes socialistes. Curieusement, plus tard, Mitterrand l'accuse de servir de cheval de Troie aux cathos avec lesquels il noyauterait le nouveau PS. C'est d'autant plus bizarre que Rocard est protestant! En tout cas moi aussi je les ai rencontrés, les cathos. C'était l'époque. Cela bougeait au sein du MRP. Il y avait une aile gauche. Les jeunes étaient organisés en Jeunesses étudiantes, agricoles, ouvrières. Et moi-même j'ai été contacté par un Alsacien ami de ce Théo Braun qui allait diriger plus tard la grande Banque mutualiste de l'Est, la Caisse Mutuelle d'Alsace et de Lorraine. Cet Alsacien dont j'ai oublié le nom et qui faisait partie de la JOC m'avait repéré à Paris, peut-être parce que j'étais un ancien du FEC, et cherchait à m'entraîner dans l'action politique, et d'abord dans le développement du régionalisme et de la décentralisation. C'est ainsi que je me suis trouvé un jour avec des centaines de délégués à Bordeaux qui était déjà le fief de Chaban-Delmas, à participer à un des premiers congrès qui allait débattre de ces problèmes-là. Mais je n'ai pas poursuivi. Et d'ailleurs c'était de plus en plus l'Algérie qui tenait le devant de la scène en politique.

On commençait à organiser des manifestations contre la guerre. Lors d'une de ces manif j'y vais avec mon ami Toto. Pour voir, disions-nous. C'était sur les grands Boulevards. Tout à coup on voit les CRS charger. On est sur le trottoir. Les manifestants occupent la rue. Ils commencent à courir. Je cours avec eux. Toto reste. Je ne fais pas partie de la manif, leur dit-il. Et il reçoit un coup de matraque sur la tête.

Plus tard je le retrouve, les cheveux pleins de sang, la veste, la chemise aussi, bien sonné, mais étonné: je ne comprends pas, dit-il, je ne manifestais pas. Ils ont rien voulu savoir!

Plus tard, fin 58, j'avais mon diplôme en poche, marié, j'ai travaillé à Saclay, ne voulant pas partir tout de suite au service militaire, et c'est là au labo, au matin suivant, que nous avons appris le drame du métro Charonne. Une autre manif qui a mal tourné, des morts, des gens toujours chargés par les CRS et qui s'engouffrent dans une entrée de métro, fermée bien sûr, et qui s'écrasent contre les grilles.

Et puis fin 59 je pars quand même. En Algérie la guerre traîne en longueur. On en voit pas la fin. Alors autant y aller tout de suite. Une fois en Algérie je continue à lire **France-Observateur**. Annie me le cache dans les colis qu'elle m'envoie. C'était l'époque de Claude Bourdet, de Gilles Martinet. Je suis la formation du PSA, du PSU, les dissidents de la SFIO. Je suis Rocard à la trace. Et comme Rocard je suis choqué par l'attaque de Sartre contre Camus, traité de réactionnaire dans un article des **Temps Modernes** (autant que je me souvienne c'était Henri Jeanson qui avait signé l'article). «Sartre n'aura en rien aidé à la reconstitution d'une gauche plus militante, plus efficace et plus moderne» dit Rocard. Il ne croit qu'au PC. Ce bourgeois ne croit qu'à la Révolution. En France. Et jusqu'en 1968!

Je retrouve encore Rocard plus tard en 1969. Nous habitons Bougival dans les Yvelines, une circonscription détenue depuis de nombreuses années par le héros de guerre Pierre Clostermann. Et puis Clostermann démissionne. Et le parti gaulliste offre, pour le remplacer, une élection dans un fauteuil à Couve de Murville, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères de de Gaulle. Rocard qui était encore PSU et qui avait déjà fait campagne dans cette circonscription, se présente contre Couve. Annie et moi nous votons pour lui. Et Rocard gagne, seul élu, à l'époque, du PSU à l'Assemblée Nationale. Nous avons battu celui que **le Canard Enchaîné** appelait systématiquement Couve de mon Quai!

Un peu plus tôt, en 1965, on était déjà dans la 5ème République, Mendès avait refusé encore une fois obstinément de se présenter aux élections présidentielles. Au grand désespoir de Rocard. Mais je me demande si là il n'a pas eu raison. Aujourd'hui je suis moi aussi intimement persuadé que cette constitution est mauvaise. Pas pour les raisons avancées actuellement par Montebourg et même par Jospin. Mais parce que l'élection présidentielle, avec la mentalité française qui n'est toujours pas sortie de son besoin de monarchie, tourne au plébiscite. Et que les politiciens français d'une certaine envergure, ne pensent plus qu'à une chose: devenir Président. Je ne comprends pas. Suis-je vraiment le seul à m'en apercevoir? Le problème a empiré avec le raccourcissement à 5 ans. Alors pendant 3 ans sur 5 on ne pense qu'à ça. Comme s'il n'y avait rien de plus urgent à faire. Et qu'on ne me dise pas que cette élection plébiscitaire est nécessaire pour assurer la stabilité. La stabilité de gouvernement, elle, est assurée par le système électoral qui ignore toute trace de proportionnelle. Et qui force donc les partis aux alliances, aux alliances de gouvernement. D'ailleurs aucun autre pays européen ne connaît un tel système. Et Rocard reconnaît que la République française est une sorte de monarchie. «Il faut démocratiser la République» dit-il. Mais il ne va pas jusqu'au bout. Alors qu'il connaît bien les inconvénients de cette constitution: «La France devient folle... La présidentialisation pousse au populisme... Elle centre la France sur elle-même

pendant près de deux ans, alors que nous sommes devenus un pays moyen dont l'influence sur le monde passe par l'Europe... Ce système monarcho-républicain est une arrogance française, accompagnée d'une forme de repli temporaire récurrent.. Nos institutions sont incompréhensibles pour les autres nations... Personne ne sait qui gouverne. En période de cohabitation il faut qu'on nous accorde deux chaises... Jusqu'à quand?» Alors, pourquoi ne pas pousser le raisonnement jusqu'au bout? Et supprimer l'élection du Président au suffrage universel!

Rocard devrait être d'autant plus conscient du problème qu'il a vécu **le mitterrandisme** dans toute sa splendeur. La façon dont il raconte sa nomination comme Premier Ministre comme d'ailleurs sa mise à pied donne le vertige. Où sommes-nous? A Florence chez Machiavel? Chez les Doges à Venise? Cela se passe en 1988. Deuxième septennat. Rocard est invité à déjeuner à l'Élysée. Un déjeuner à quatre. Avec le polytechnicien Jean-Louis Bianco et l'homme de confiance Pierre Bérégovoy. On mange. On boit. Mitterrand pérore. Et puis arrivent les fromages. Et il s'exclame: «Oui, à propos, il ne faudrait peut-être pas oublier, dans une demi-heure, je vais nommer un Premier Ministre.» Il regarde Bérégovoy. Déclare: «Nommer un Premier Ministre est un exercice purement politique... Etranger à l'amitié, etc... Or, actuellement il y a une petite prime pour Rocard.» C'est tout. Aucun autre commentaire. Pas de tête à tête. Pas de feuille de route. Rien. Juste le plaisir d'humilier. Et pas seulement Rocard. Les deux autres, toujours d'après Rocard, n'étaient pas au parfum.

Même genre de scène pour son limogeage. Rocard tient un peu plus longtemps que prévu grâce à la guerre du Golfe. En mai 91 Séguéla, le spin-docteur de Mitterrand, interrogé sur Europe 1, déclare: «Les relations se détériorent... Cela ne pourra pas durer très longtemps... Le Premier Ministre ne va pas passer le mois de juin.» Avant le Conseil du 15 mai Rocard propose un remaniement. Mitterrand: «Oui mais les rumeurs vont plus loin... Au fond ou je ne change rien du tout ou je change tout.» Rocard: «C'est vous qui voyez.» Mitterrand: «Donc, Monsieur le Premier Ministre, vous me présenterez votre démission tout à l'heure.»

J'espère que Rocard exagère, invente même... Sinon j'aurais honte pour la France. Et pourtant c'est bien plausible. Et, en plus, suprême humiliation: le successeur est cette pauvre Edith Cresson!

Je crois qu'il est évident pour tout le monde aujourd'hui, à droite comme à gauche, que le pouvoir lui est monté à la tête, à Mitterrand. Un Anglais, Lord Acton a dit: le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument. Or, en France, le pouvoir du Président lui vient du peuple, de son mode d'élection. Et du fait qu'il n'est pas vraiment soumis au contrôle de l'Assemblée. Sauf lorsqu'il y a alternance. Un régime tout ce qu'il y a de plus hybride. D'autant plus que même dans ce cas le Président conserve le pouvoir sur les Affaires Etrangères. Ce qui est absurde puisque dans le monde où nous vivons l'intérieur et l'extérieur sont de plus en plus intimement liés. Et que c'est la raison pour laquelle dans les conseils européens au moins, la France a besoin, en cas de cohabitation, de ces fameuses deux chaises, l'une pour le Président et l'autre pour le Premier Ministre.

En fait nous vivons toujours dans une constitution taillée pour de Gaulle, avec deux pouvoirs, le pouvoir

législatif et le pouvoir exécutif, élus tous les deux au suffrage universel. Alors que dans une démocratie qui se respecte le pouvoir exécutif doit être issu du pouvoir législatif. Mais dès que vous abordez ce sujet avec qui que ce soit, on vous répondra systématiquement qu'il est impossible de revenir en arrière, que les Français ne l'accepteraient jamais. Pauvre France!

Rocard n'était pas parfait. D'abord il manquait de confiance en lui-même. Plusieurs fois dans son récit apparaît cette réflexion: «Je respecte les personnes âgées» ou «J'ai toujours eu du respect pour les vieux Messieurs». Il le dit à propos de Mendès-France comme à propos de Mitterrand. On ne peut que supposer que cette attitude vient de sa relation avec son père. Un problème de relation non résolu. J'avais entendu parler du père de Rocard à Saclay. Une sacrée personnalité, un despote. Il avait fait Normale Sup et était l'un des pères de la bombe française. Résistant aussi, car avant 45 il avait été un spécialiste du radar et à ce titre avait pu transmettre de précieux renseignements aux Alliés. De toute façon tous les ancêtres de Michel Rocard avaient été des scientifiques (grand-père et arrière-grand-père polytechniciens). Alors lorsque Michel entre à l'hypotaube de Saint-Louis et se révèle être un cancre en maths et physique et puis, profitant d'un voyage à l'étranger de son père, s'inscrit à Sciences Po, c'est le drame et le mépris du père. Tu es un con, lui dit son père. Je te coupe les vivres. Et puis il ne lui parle plus pendant 7 ou 8 ans. Et pourtant je l'admirais mon père, dit Michel. Il aurait mieux fait de le haïr. Il aurait mieux réussi en politique.

Et puis Rocard a trop longtemps flirté avec **les gauchistes**. Il avait tout à fait raison de quitter la SFIO de Guy Mollet lorsque Savary est parti créer le PSA en 1958 (devenu PSU en 1960). Mais il a eu probablement tort de rester au PSU trop longtemps alors que Savary est parti avec d'autres anciens de la SFIO comme Hernu et Bérégozovoy rejoindre la Fédération de la Gauche créée par Mitterrand. Or le PSU était devenu ingouvernable: trop de fractions, trop d'idéalistes irréalistes et une pression de plus en forte d'anciens communistes comme Poperen (un futur membre du PS qui restera toujours proche du PC, un parti que son frère ne quittera jamais). D'ailleurs il me semble que le PSA flirtait aussi avec les idées de l'autogestion - Rocard n'en parle pas - qui est encore une autre forme de gauchisme.

Et pourtant Rocard a des termes très durs pour le gauchisme. Et sur ce point je le rejoins totalement. J'ai toujours pensé que le gauchisme était le grand malheur de la gauche française. Que les gauchistes étaient les alliés objectifs, comme on disait alors, de la droite. Pour une raison bien simple: dans une démocratie on ne peut agir, sur le plan politique, qu'en obtenant le pouvoir, et que pour obtenir le pouvoir et le conserver il faut composer avec la réalité. Rocard cite un de ses amis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord: «Le grand réalisateur c'est celui qui transforme. Les plus radicaux n'ont jamais rien fait. Les seuls qui réussissent sont ceux que les autres appellent des socialistes de droite.»

Et c'est là que le bât blesse en France. On n'a jamais accompli **la révolution sociale-démocrate** qu' a accepté de faire le parti socialiste allemand lors de son congrès de Bad Godesberg. En France on n'a jamais voulu voir la réalité en face. Il n'y a que deux façons de faire fonctionner l'économie. L'économie planifiée, étatique. L'économie de marché. L'économie planifiée ne marche pas. C'est tout le secret de

l'effondrement de l'Empire soviétique. Il est évident qu'on ne peut planifier dans un lieu central quelconque la production des dizaines ou centaines de millions de produits dont a besoin une économie moderne. Je l'ai vu de mes propres yeux, que ce soit dans un pays comme l'Algérie de Boumediene, où subitement vous aviez les fameuses «ruptures de stock» d'aspirine, d'eau minérale, de n'importe quoi. Ou que ce soit dans un pays plus avancé comme l'Ukraine à l'époque soviétique, en discutant avec le Directeur et les cadres d'une usine de Kiev: aucun souci en ce qui concerne la vente de leurs produits. On produit ce que Moscou prescrit. Que les produits trouvent acquéreur ou non tout le monde s'en foutait. Non ce qui importait vraiment c'était de trouver les composants et les matières premières dont on avait besoin pour produire les quotas demandés. C'était cela le souci premier du Directeur et des cadres de production. L'homme le plus important de l'usine c'était l'acheteur. Qui arrivait souvent à s'entendre avec les acheteurs d'autres usines et à revenir au bon vieux troc!

Alors une fois admise l'économie de marché quel est le rôle du socialisme? C'est d'essayer de la contrôler bien sûr pour éliminer dans la mesure du possible ses effets les plus néfastes et les plus injustes. C'est de rappeler à chaque instant que l'homme doit rester au centre. C'est d'essayer d'imposer une morale à un phénomène qui est au mieux amoral, au pire immoral. Et pour cela bien le connaître. Or en France non seulement la gauche ne la connaît pas, ne la comprend guère, l'économie de marché, mais en plus elle est toujours tentée à faire intervenir l'Etat dans l'économie. On peut penser que cela provient de notre vieille culture colbertiste. Pour Rocard le coupable est d'abord le PC. Le Parti communiste, dit Rocard, a réussi à faire coïncider les mots de gauche et de droite à l'intérieur du PS avec plus ou moins d'étatisme et aussi, bien sûr, avec plus ou moins de proximité avec le PC.

Fabius, avec cet air doucereux et faux-jeton qu'on lui connaît bien, dit à Rocard lors du Congrès de Metz: «Mais si, Michel, entre le capitalisme et le rationnement il y a le socialisme.» Et c'est ainsi que Mitterrand qui n'a pas d'idées bien arrêtées en matière d'économie, qui n'a peut-être même pas de véritable conviction socialiste, mais qui a une énorme envie de pouvoir, va déclencher lors de son arrivée à l'Elysée la plus incroyable vague de nationalisations (9 grands groupes français représentant, d'après les notes insérées dans le livre d'entretiens avec Rocard, 20% du chiffre d'affaires et 16% des effectifs de toute l'industrie française). Simplement parce qu'il est persuadé que c'est là le cadeau de bienvenue qu'il est obligé d'offrir au PC pour qu'il reste dans l'union. Des nationalisations qui vont coûter à la France, d'après Rocard, 250 Milliards de Francs. En pure perte. Non seulement parce que, comme le dit Rocard, la droite va de nouveau reprivatiser tout cela. Mais parce que toute l'opération n'a aucun sens. A quoi rime p. ex. la nationalisation de Saint-Gobain? Croyait-on que l'on pouvait, à l'instar de ce qu'a représenté un moment donné la régie Renault, imposer un modèle social au reste de l'industrie française? Comme si la France était isolée du monde et - on en revient toujours à la même controverse - comme si on pouvait faire fi du marché.

Rocard est effaré par la méconnaissance des faits économiques affichée par les principaux leaders socialistes au moment de la prise de pouvoir. Et encore ce n'était rien: il fallait voir tous ces nouveaux

députés, enseignants pour la plupart. Je me souviens qu'à l'époque mon frère Pierre m'avait appelé en me disant: «dis donc, j'avais voté pour Mitterrand mais pas pour avoir une armée de barbus sur les bancs de l'Assemblée!». Le budget de 1982 est en augmentation de 27%. Delors refuse de le signer (mais ne va pas jusqu'à démissionner). C'est Fabius qui le signe. C'est la fameuse relance par la consommation. Et cela se termine par trois dévaluations successives. Et on est passé tout près d'une sortie du SME.

Rocard a en horreur ce qu'il appelle l'irresponsabilité économique. Et il a bien raison. On l'a encore vu avec Jospin et les 35 heures. Mon ami Bernard, fonctionnaire européen à Luxembourg, m'avait demandé de venir à Bruxelles expliquer devant un groupe de collègues ma position concernant ce problème, une position basée sur mon expérience de chef d'entreprise. Et je me suis vite rendu compte que la vision qu'ils en avaient c'est que la quantité de travail disponible dans un pays comme la France était quelque chose de fixe et qu'il suffisait de diviser ce gâteau en un plus grand nombre de tranches pour diminuer le chômage. J'avais beau leur expliquer qu'une entreprise est quelque chose de vivant dont il fallait assurer le développement ou simplement sa survie grâce à une stratégie d'une part et, d'autre part, grâce au travail d'un certain nombre de cadres (ou d'employés) moteurs: ceux qui développent les produits nouveaux, ceux qui les vendent, à l'intérieur comme sur les marchés extérieurs, ceux qui gèrent l'efficacité de la production, les méthodes de travail, les spécialistes des achats, de la sous-traitance, etc, etc. Et c'est ainsi que l'on sauve ou que l'on crée des places de travail et que l'on combat le chômage. Alors si on oblige tous ces moteurs de l'entreprise à ne travailler que 35 heures par semaine ou alors prendre 7, 8 ou 9 semaines de vacances (et partir à la retraite à 60 ans) on va à la faillite. Et ceci d'autant plus rapidement qu'on est dans une économie mondiale et qu'on se heurte à la concurrence de pays comme l'Inde et la Chine. D'ailleurs moi qui suis Conseiller du Commerce extérieur français, quand je vois notre balance du commerce extérieur devenir de plus en plus négative alors que l'allemande, elle, est plus forte que jamais, je suis bien obligé de me demander si la façon dont nous avons traité le problème de la réduction du temps de travail n'y est pas pour quelque chose.

Avec cette histoire des 35 heures on a vu à nouveau le mauvais côté de la gauche. D'abord on est revenu une fois de plus au centralisme étatique: au lieu de laisser les syndicats discuter du problème avec le patronat, on a imposé la solution par le haut, par la loi. Ensuite on a augmenté le coût du travail sans que le travailleur en profite pour augmenter son pouvoir d'achat (ce qui aurait eu au moins l'avantage de donner un coup de pouce à la consommation et donc à la croissance). D'ailleurs c'est la raison pour laquelle la CGT n'était pas particulièrement intéressée par cette réduction du temps de travail: elle savait bien que les ouvriers auraient préféré augmenter leurs revenus quitte même à faire plus d'heures supplémentaires. Car c'est la CFDT, idéaliste et lointaine héritière de la gauche catholique, qui a le plus soutenu le gouvernement dans cette histoire. Il y a eu aussi beaucoup d'hypocrisie dans la façon dont on a présenté les choses. Je me souviens parfaitement avoir vu des prises de position écrites aussi bien de Martine Aubry que du Secrétaire général de la FO qui disaient à peu près ceci: On ne comprend pas pourquoi les patrons se plaignent, on descend la limite à partir de laquelle les heures travaillées sont

comptées comme des heures supplémentaires de 39 à 35, cela leur coûtera moins de 2%. Alors qu'il devait être évident pour tout le monde dès le départ que personne n'acceptera de gagner moins et qu'il faudrait donc se résoudre à payer les 35 heures au salaire des 39!

Je suis tombé dernièrement sur une intéressante étude réalisée à la fin du XIX^{ème} siècle par l'universitaire André Lichtenberger et portant sur les idées socialistes chez les écrivains français du XVIII^{ème} (voir n° 3579 **André Lichtenberger: Le Socialisme au XVIII^{ème} siècle - Etude sur les idées socialistes dans les écrivains français du XVIII^{ème} siècle avant la Révolution, édit. Félix Alcan, Paris 1893**). Lichtenberger, pour débiter son étude, est bien obligé de donner une définition du socialisme. Voici comment il la formule: «On peut dire que le socialisme moderne repose sur trois bases principales. En premier lieu: base morale. Le socialisme s'inspire d'un sentiment d'équité et de compassion: il n'est pas juste que, parmi les hommes, nés égaux, il y ait quelques privilégiés, sans grand mérite, qui jouissent paisiblement et des foules d'hommes qui souffrent... La vue de l'insolence des puissants... et de l'humiliation des faibles... scandalise des cœurs droits...». C'est exactement ce qu'est le socialisme pour moi: une question d'éthique. Et aussi une révolte contre la morgue des puissants, des possédants, des financiers. Rocard qui en a marre d'être traité de droitiste «par des bavards qui n'ont jamais réussi à faire progresser la gauche en quoi que ce soit, qui ne brillent que par leurs excès verbaux» dit ceci: «La vraie définition de la gauche... se trouve dans les principes: le respect de la vie humaine, de la démocratie, de l'égalité des personnes... de la dignité des hommes et de leur droit à être entendus, représentés, et à prendre en mains leur destin».

«En second lieu», dit Lichtenberger, «base scientifique... Une méthode scientifique rigoureuse et des connaissances économiques suffisantes sont nécessaires pour l'existence d'un socialisme de quelque valeur. Il faut avoir discerné les lois de la production et de la consommation, celles des rapports du salaire et du capital, celles de la libre concurrence, etc. pour essayer d'obvier aux maux que nous voyons. Il faut connaître exactement les rouages de la machine pour pouvoir se risquer à la démonter, ou du moins le faire avec quelque chance de succès et donner une probabilité de réussite à la révolution rêvée».

Comment se fait-il que ce qui semble évident pour un universitaire de la fin du XIX^{ème} siècle ne l'est pas pour les éléphants du parti socialiste de la fin du XX^{ème}? Rocard a des mots très durs à ce sujet. Il regrette que l'on ne donne pas plus d'importance à l'enseignement de l'économie dans notre pays. Lorsqu'après être entré au nouveau parti socialiste de Mitterrand il est chargé de la formation, il s'aperçoit que Joxe donne des cours d'économie marxiste. Il s'inquiète et s'en ouvre à Mitterrand. Celui-ci lui répond qu'il ne doit pas s'en faire car, dit-il, il connaît Joxe, c'est un fidèle. C'est tout ce qui intéresse Mitterrand. Les idées ne comptent pas. Les concepts sont interchangeable. Mitterrand aime le pouvoir, pas la vraie politique, dit encore Rocard. Et il est aussi sévère pour Fabius. Un homme cynique (je crois que sa récente campagne pour le non confirme cette opinion), mais qui n'est pas économiste pour un sou: il est juriste de formation, a fait Normale-Sup lettres et est entré au Conseil d'Etat. Quant à Attali c'est un esthète.

Au moment où j'écris ces lignes tout ceci est du passé, ce n'est plus que de l'histoire. Aujourd'hui les leaders socialistes se préparent à leur candidature pour la candidature de 2007. Mais ce que dit Rocard sur la culture économique reste plus actuel que jamais. Le capitalisme est devenu aujourd'hui beaucoup plus puissant, plus complexe aussi. Et il est devenu essentiellement un capitalisme financier qui ne respecte même plus les anciennes lois du marché: la libre concurrence et la lutte contre les monopoles c'était bon pour le capitalisme de papa. Ce qui compte c'est le rendement du capital, sa mobilité et la course au gros. Il y a un an à peu près Rocard avait fait une longue analyse du phénomène dans **le Monde** et montré ce que représentait vraiment la révolution des nouveaux penseurs du groupe de Chicago. Et qu'il était urgent pour les socialistes de mieux comprendre ce nouvel environnement économique pour essayer de le contrer ou de le contrôler. Des paroles dans le vent. Un prêche dans le vide. J'y reviendrai plus loin quand je parlerai de Peyrelevade.

Mais avant cela je reprends une dernière fois mon Lichtenberger. Troisième base du socialisme moderne, dit-il, la base matérielle. La masse d'hommes, apparue avec l'industrie, «atteints par les maux que veulent guérir les réformateurs, aptes dans une certaine mesure à s'en rendre compte et à les croire guérissables de la manière que veulent les socialistes». On arrive au **syndicalisme**. Là non plus la situation française n'est guère brillante. Trois syndicats issus historiquement de trois mouvements de pensées, la marxiste avec la CGT, la socialiste avec FO et la chrétienne de gauche avec la CFDT. Trois syndicats divisés et qui manquent de moyens puisque le taux de cotisation syndicale, en France, est l'un des plus bas de toute l'Union européenne. Il est vrai que la CGT a évolué; il n'empêche que d'après mon expérience personnelle ses cadres restent proches des idées du PC et qu'ils m'ont souvent donné l'impression qu'ils recherchent plus le pouvoir dans l'entreprise que la véritable amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs qu'ils défendent. FO a été investie par d'anciens trotskystes, a pratiqué une étrange neutralité politique et reste aujourd'hui essentiellement la garante de l'immobilisme et du maintien des avantages acquis des fonctionnaires. Quant à la CFDT qui semble quelquefois un peu plus réaliste que les autres est pourtant souvent saisi par un idéalisme ex-chrétien, pour ne pas dire gauchisme, et a joué un rôle extrêmement néfaste dans la question des 35 heures. Et puis comme cela ne suffisait pas encore il s'est créé de nouveaux syndicats, complètement gauchistes ceux-là, comme SUD!

Rocard rêve à la situation des pays nordiques. Un syndicalisme fort, un parti fort et la symbiose entre les deux. En Suède: un syndicat unique avec 75% des salariés qui cotisent et un parti social-démocrate qui gouverne le pays la plupart du temps. En Hollande: Wim Kok, patron de syndicat qui devient Premier Ministre. En Allemagne: un syndicat unique qui regroupe des millions de travailleurs; un tiers des dirigeants du parti socialiste ont débuté leur vie publique, toujours d'après Rocard, dans le syndicalisme; et la moitié des dirigeants du syndicat sont membres des sections locales du parti. Et en Belgique wallonne deux fois plus d'adhérents du parti socialiste qu'en France qui compte douze fois plus d'habitants.

Moi-même j'ai pu constater combien la différence est considérable entre ces pays et le nôtre. Au

Luxembourg où j'ai vu un syndicaliste rabrouer un de nos ouvriers français qui formulait une exigence de hausse de salaires absolument irréaliste (alors que l'on a l'indexation automatique des salaires sur l'inflation - on l'a encore aujourd'hui) en lui demandant: «tu ne lis pas les journaux?» Et lorsque j'ai été amené à fermer notre forge, trop petite et totalement obsolète, j'ai entendu le responsable syndicaliste s'adresser à tous les ouvriers rassemblés devant moi en ces termes: «Camarades, quand une branche est pourrie il vaut mieux la couper plutôt que de donner un prétexte au patron pour qu'il n'accorde pas les augmentations de salaires que nous exigeons». Aux Pays-Bas lorsqu'il y a une dizaine d'années le problème du chômage devenait inacceptable on a réuni dans un château les délégués des syndicats, du patronat et du gouvernement jusqu'à ce qu'ils en sortent avec des propositions concrètes. Et c'est ainsi qu'on a développé le travail temporaire, rendu plus difficile le licenciement des salariés âgés, diminué les charges patronales, et donc le coût du travail, en séparant le paiement des journées de maladie du régime général de couverture sociale et en prenant bien d'autres mesures dont je ne me souviens pas en détail mais qui ont permis de baisser le taux du chômage au cours des années 90 d'une manière significative. Et j'ai vécu pendant trente ans l'exemple allemand (j'étais cogérant de notre filiale allemande): le syndicat IG Metall qui couvre toute l'industrie métallurgique et mécanique tellement puissant qu'il négocie directement avec la Confédération patronale les conventions collectives qui s'appliquent à toutes les entreprises, ce qui permet d'éliminer un maximum de tensions sociales dans les entreprises puisqu'elles ne sont pas le lieu des négociations. Et lorsque le syndicat a imposé les 35 heures, on a toujours gardé une grande souplesse dans l'application pratique puisque ce n'était pas une loi. Dans notre filiale allemande on a accordé quelques compensations financières aux employés et cadres et ils ont continué à travailler 40 heures comme avant. Quant aux ouvriers ils ont accepté une très grande flexibilité dans les horaires: semaines de 40, même 45 ou 50 heures en fonction de la charge, des congés à prendre tous les dix jours, travail sur postes, même travail de nuit (pendant une certaine période au moins). Sans compter que certains ouvriers prenaient en plus du travail à façon à domicile (toujours autorisé en Allemagne, à condition de prendre un n° de registre de commerce).

En fait la force et l'unité donnent la possibilité d'être réalistes. D'ailleurs au moment où j'écris ces lignes on a un gouvernement de coalition gauche-droite aussi bien au Luxembourg qu'en Allemagne. Imagine-t-on la gauche et la droite gouverner ensemble en France? Il nous manque ce concept de bien commun. Consensus n'est pas un mot français.

Rocard cherche l'explication des échecs du socialisme à la française dans **l'histoire** de notre pays. D'abord le parti socialiste n'a été créé en France qu'en 1905. Il n'a donc pas participé directement dans les divers combats du XIXème siècle pour la démocratie. Les militants des droits de l'homme sont souvent partis ailleurs, se retrouvant surtout au parti radical (et c'est vrai que le phénomène du parti radical-socialiste me semble être un phénomène typiquement français qui vaudrait la peine d'être étudié). Ensuite le parti a été créé sous la pression de l'Internationale socialiste qui a poussé à la fusion de 5 organisations dont plusieurs étaient marxistes (dont l'une dirigée par Jules Guesde). Puis Guesde a voulu imposer la

primauté du parti sur les syndicats (à l'exemple de ce que va faire Lénine plus tard en Russie). La CGT dominée à l'époque par les anarchistes se rebiffe (c'est la charte d'Amiens de 1906), rejetant toute collaboration avec le parti et considérant la démocratie comme une affaire de bourgeois. Enfin en 1920 Lénine propose à l'Internationale socialiste d'adopter le principe de la dictature du prolétariat. Celle-ci refuse, n'acceptant pas de transiger avec la liberté, mais demande à chaque parti national de se prononcer. Et voilà qu'en France - cas unique en Europe - les trois quarts des membres choisissent le communisme, emmenant avec eux, toujours d'après Rocard, les mouvements de jeunesse, les principaux cadres, l'argent et le journal **L'Humanité** cher à Jaurès.

Et puis comme si tout ceci n'était pas suffisant voilà que l'histoire ultérieure du parti n'est pas particulièrement brillante. D'abord en 40: la Chambre qui compte 200 députés socialistes vote les pleins pouvoirs à Pétain (seuls, d'après Rocard, 35 députés et sénateurs socialistes votent contre) et la plupart des élus locaux coopèrent avec Vichy (remarquez que le parti communiste n'a pas de quoi pavoiser: il soutient le pacte Hitler-Staline jusqu'au moment où l'Allemagne attaque la Russie). Et puis en 1956 c'est encore le leader du parti socialiste, Guy Mollet, élu pour faire la paix en Algérie, qui démarre la pire des répressions et devient le défenseur de «l'Algérie française».

J'avoue que la démonstration de Rocard est assez convaincante, mais peut-on tout mettre sur le dos de l'histoire? Ne doit-on pas plutôt accuser le caractère national? Cette tendance au fractionnisme n'est-elle pas typiquement française? Puisqu'on avait déjà au moins 5 fractions en 1905 et que l'existence de mouvements sont une caractéristique et une constante du PS (remarquez que le phénomène est encore pire chez les verts et que même les «révolutionnaires», Arlette et le facteur, n'arrivent pas à se mettre d'accord). Autre caractéristique bien française: la tendance à théoriser et, ce faisant, perdre le sens des réalités et refuser de voir la vérité en face. C'est ainsi qu'au PC on refuse de reconnaître l'absurdité des procès de Moscou, on n'est pas choqué de voir Staline pactiser avec le fascisme, et on ne veut rien savoir du rapport Kroutchev. Et il en est de même de tous les intellectuels «compagnons de route», les Sartre, Aragon et compagnie. Et c'est ainsi que l'on continue à avoir des marxistes au PS (Rocard les appelle des guesdistes), qu'on n'a jamais reconnu officiellement l'économie de marché, que même un Strauss-Kahn, le seul des éléphants à avoir une solide formation économique, n'ose pas afficher haut et fort ses idées (au moment où j'écris ces lignes on est en pleine précampagne des candidatures à la candidature) de peur d'être considéré comme droitier et que c'est Ségolène Royal, celle qui d'après les machos du parti est vierge (en politique s'entend) et incompétente, qui comme l'enfant d'Andersen qui s'écriait: mais le Roi est nu, déclare ingénument que Blair, après tout, n'est pas si mal que ça!

Quand on suit l'histoire selon Rocard on se dit que seul Mitterrand, peut-être, aurait pu y arriver, à transformer le PS, et à en faire un parti social-démocrate moderne et efficace. Mais Rocard est persuadé, on l'a déjà vu, que les idées n'intéressaient pas Mitterrand et que pour lui le PS était d'abord le parti des fidèles de Mitterrand. Mais après tout on a peut-être tort d'accabler notre ancien Président. Il connaissait bien les Français et ses amis socialistes. Il a dû se dire: à quoi bon perdre mon temps à vouloir les

changer, je n'y arriverais de toute façon jamais!

Rocard a encore très bien réagi lorsqu'il a démissionné de son poste de ministre sous le premier septennat de Mitterrand lorsque celui-ci a réintroduit une bonne dose de proportionnelle aux élections législatives. Cette manoeuvre qui a été considérée par la plupart des politologues comme une manoeuvre machiavélique destinée à affaiblir la droite n'a pas seulement eu pour inconvénient d'amener toute une troupe de députés d'extrême-droite à l'Assemblée mais a surtout constitué une atteinte à la constitution de la 5ème République, l'empêchant d'avoir une majorité stable de gouvernement. Or j'estime - je l'ai déjà dit - que le principal avantage de la 5ème sur la 4ème c'est son mode d'élection majoritaire.

Et puis à la fin Rocard a tout faux. Après la déculottée des socialistes aux élections de 93, il prend la présidence du parti sans avoir la majorité au comité directeur, pense probablement plus aux élections présidentielles de 95 qu'à la réforme du parti (qu'il aurait fallu faire à la hussarde), se présente bizarrement aux élections européennes en 94, est battu à plate couture par la liste populiste de Bernard Tapie (soutenue secrètement par Mitterrand et quelques-uns de ses fidèles) et, toujours aussi honnête, présente sa démission qui est acceptée. Sa carrière politique est terminée. C'est bien dommage. Je ne comprends pas qu'un homme politique ne puisse pas être en même temps honnête et ambitieux. Non pas ambitieux pour lui-même mais ambitieux pour ses idées. Et pour cela il n'a pas besoin d'être un Florentin à la Mitterrand mais simplement avoir une connaissance minimale du jeu d'échecs, c. à d. prévoir les coups!

La situation actuelle: chômage et mondialisation

Qui dit économie de marché dit économie gouvernée par la loi de l'offre et de la demande. Une économie animée par des sociétés industrielles et commerciales dont le moteur est le profit. Comme c'est la seule économie qui marche le socialisme est bien forcé de l'accepter. Son rôle est de le contrôler. Tout faire pour que dans ce jeu économique les faibles soient protégés contre les forts, les exploités contre les exploités, ou pour parler un langage moins guerrier, les salariés contre le capital (cela me fait penser que les Allemands utilisent des termes beaucoup plus neutres que nous: Arbeitnehmer et Arbeitgeber, mot à mot: preneurs de travail et donneurs de travail. C'est déjà tout un symbole). C'est par l'action politique qu'un parti socialiste réalisera un tel objectif (complétant ainsi l'action directe sur le terrain, entreprise par entreprise ou branche par branche, des syndicats). Qui dit action politique dit action par les pouvoirs législatifs et exécutifs. Il me paraît donc évident que le premier devoir d'un parti qui se veut socialiste est d'arriver au pouvoir. Ce qui condamne irrémédiablement toute attitude gauchiste ou révolutionnaire. Globalement, malgré les vicissitudes françaises, on peut dire que la social-démocratie européenne n'a pas si mal marché. Quand j'ai commencé à mieux cerner la réalité américaine je me suis dit que la grande différence entre les Etats-Unis et l'Europe résidait dans le fait qu'ici un certain nombre de droits

fondamentaux étaient assurés et que là ils ne l'étaient pas ou assez mal. Je pensais au droit à l'éducation gratuite, à la couverture du risque santé et à l'assurance de pouvoir jouir d'une retraite. Il me semblait même qu'en Europe ces droits faisaient l'objet d'un certain consensus entre la gauche et la droite et que la solidarité était une valeur admise par tous. Alors qu'aux Etats-Unis la valeur dominante, pour des raisons historiques évidentes, était l'esprit d'entreprise et que cet esprit d'entreprise ne pouvait accepter le terme de solidarité puisque par définition entreprendre c'est prendre des risques et les assumer. Je reviendrai sur ce thème quand je parlerai plus loin de l'histoire du socialisme en Amérique.

Et puis les choses ont évolué. Aux Etats-Unis de plus en plus de sociétés ont été amenés à offrir à leurs salariés couverture maladie et retraite. Et en Europe un autre risque est apparu: celui du **chômage**. Une fois de plus on a fait jouer la solidarité. Et indemnisé les chômeurs. Mais le taux de chômage est devenu inacceptable. Que peut le socialisme pour résoudre cette question, cette grande question? Eric Le Boucher, l'économiste du Monde, estime que cela fait trente ans qu'on n'a rien fait en France pour s'attaquer sérieusement au problème. Et son reproche s'adresse autant à la droite qu'à la gauche. Et il a raison. Je me souviens qu'en 1974 déjà le problème était apparu aux yeux de beaucoup de gens qui ne se situaient pas forcément à gauche comme inacceptable et dangereux, au point de les inciter à voter pour Mitterrand. Et pourtant on était bien loin des chiffres actuels. En pleine bataille pour ou contre le CPE un chef économiste de l'OCDE, Jean-Philippe Cotis, déclare qu'en France le taux de chômage structurel, indépendant de la conjoncture, est resté stable depuis 20 ans et est compris entre 9 et 10%. Cotis prétend que la mondialisation n'a qu'un effet marginal sur le chômage. Je ne partage pas ce point de vue. Je crois que les statistiques qui portent sur le phénomène de délocalisation sont faussées. Elles étudient surtout les fermetures d'usines ou les délocalisations de production clairement affichées. Elles ignorent l'aspect le plus dramatique du phénomène: la délocalisation de la sous-traitance et des achats! Cela fait dix ans que l'industrie allemande a adopté cette pratique. C'est peut-être pour cette raison que l'Allemagne a conservé son efficacité, est toujours un grand champion de l'exportation (alors que la France s'essouffle à l'export), mais que son taux de chômage ne diminue guère.

Le diagnostic de Cotis est sévère pour la France: nous avons un chômage structurel élevé, une amélioration de la conjoncture ne permettrait qu'un abaissement du taux de chômage de un à deux points et l'effet de la mondialisation est encore à venir! Et c'est également en France que le taux de chômage des jeunes est le plus élevé de tous les pays industrialisés (taux de 22,3% pour les moins de 25 ans). Que peut faire la gauche face à une situation aussi désespérée? Que dis-je la gauche? Que peut faire la France? Car cela concerne tout le monde, nous sommes tous assis sur un tonneau de poudre.

Les études de l'OCDE, dit Jean-Philippe Cotis, montrent que le premier problème, en France, est la forte proportion de travailleurs peu qualifiés et sans emploi, et en même temps c'est en France que le coût du travail peu qualifié est le plus élevé par rapport au coût salarial médian (la comparaison de l'OCDE a porté sur 20 pays). Il est évident que cela constitue dans beaucoup de cas une barrière insurmontable pour trouver un emploi. Quand Cotis parle de coût du travail il pense évidemment au cumul du salaire et

des charges patronales. Et là il rejoint une idée que je défends sans succès depuis plus de 10 ans. D'abord on a eu tort, en France, d'augmenter constamment le SMIC. On croit faire du social et on crée du chômage. Mais le pire ce sont les charges sur salaires. Là nous sommes les champions du monde. C'est au cours des années 96 et 97 que j'ai fait des comparaisons détaillées du ratio charges sur salaires entre les différents pays européens où nous avons des filiales. Et que j'ai constaté que le taux de notre filiale française dépassait les 50%, alors qu'il n'était que de 30% en Espagne et qu'il oscillait entre 12% et 20% pour nos filiales d'Allemagne, des Pays-Bas, du Luxembourg et de Grande-Bretagne. Et au Danemark il est nul (c'est par l'impôt que l'on finance tout). Et comme c'est moi qui ai établi le plan comptable commun de mon Groupe je sais que mes chiffres sont justes. En France on charge tout sur les salaires, pas seulement la sécu, les retraites et le chômage, on y ajoute toutes sortes de taxes: taxe d'apprentissage, 1% logement, taxe de circulation (2% à Paris), et puis surtout la taxe professionnelle qui finance les collectivités locales et que tout le monde appelait l'impôt le plus stupide de France, puisqu'il était basé sur les investissements et les salaires payés par l'entreprise! Alors qu'il y a longtemps que tous les pays qui avaient des impôts basés sur les salaires (je pense à l'Allemagne et à l'Autriche par exemple) les ont supprimés. Et que dans tous les pays que je connais qui ont un impôt destiné aux collectivités locales (ou cantons ou Länder ou Etats en Amérique et au Canada) cet impôt est depuis de nombreuses années basé sur le bénéfice exactement comme l'impôt principal (national ou fédéral). C'est le cas du Luxembourg, de l'Allemagne, de la Suisse, des Etats-Unis et du Canada entre autres.

En France le problème est encore plus grave car ce taux de 50% de charges patronales sur salaires ne s'applique pas seulement aux salaires des ouvriers et des employés mais le taux est le même pour les appointements des cadres. Quand on pense que nous sommes en pleine mondialisation, que les salaires de nos ingénieurs ne sont guère inférieurs à ceux de nos voisins (alors que ceux de nos ouvriers le sont) et qu'aujourd'hui tout peut être délocalisé, et pas seulement la production mais les études, la comptabilité, l'informatique, le marketing, l'export, et que sais-je encore, on se dit que l'on met en danger non seulement l'emploi peu qualifié mais l'emploi dans son ensemble.

Alors quelle est la solution? Moi cela me paraît évident mais il faut croire que je suis le seul: c'est transférer l'imposition du coût du travail dans l'entreprise au budget général c. à d. à l'impôt sur les revenus des personnes physiques et à l'impôt sur le bénéfice des sociétés comme cela a toujours été le cas au Danemark. C'est là une solution que seule la gauche pourrait imposer. Chirac, lui, a proposé de diminuer les impôts de 30%. Et c'est là qu'il montre qu'il est bien un homme de droite contrairement à ce que prétend Giesbert qui dit que c'est un homme de gauche qui personnifie la droite. C'était d'ailleurs une promesse complètement irresponsable étant donné le taux d'endettement actuel de la France et qui a choqué aussi bien Francis Mer que Thierry Breton. En Allemagne on a semblé comprendre le problème un peu mieux. Kohl avait déjà dit que pour combattre le chômage il fallait diminuer le coût du travail. Et Madame Merkel a décidé de diminuer les charges patronales et de compenser en augmentant de deux ou trois points la TVA. C'est une solution qui n'est pourtant pas très sociale puisqu'elle touche plus les petits

revenus que les gros.

Mais hélas je rêve. En France personne n'ira dans le sens que j'indique. A gauche on croira que diminuer les charges patronales (si mal nommées) c'est faire un cadeau aux patrons. Et à droite on est persuadé depuis Reagan qu'il faut diminuer les impôts pour faire fonctionner l'économie, ce qui est bien sûr une idiotie. Quand j'ai commencé à m'occuper de PME au début des années 70 le taux d'imposition sur le bénéfice des sociétés était partout de 50% (il dépassait même les 60% en Allemagne). Ce qui ne gênait personne. Au contraire je me souviens même que mon Président de l'époque, quand je lui proposais d'engager du personnel supplémentaire pour développer études et export, me disait: allez-y, de toute façon c'est l'Etat qui paye la moitié (voulant dire par là que qu'une charge d'exploitation supplémentaire de 100 ne coûtait que 50 en bénéfice net). Aujourd'hui on est passé dans tous les pays à un taux d'imposition de l'ordre de 35%. Pourquoi? Parce que c'est notre nouveau capitalisme financier qui le demande. On va y venir. Et de la même façon en 1970 le taux marginal d'imposition des revenus des personnes physiques était partout supérieur à 50% et approchait souvent les 60% (en Suède, à l'époque où le tennisman Borg est parti s'installer en Suisse, on parlait même de 100%). Aujourd'hui, là aussi, on est presque partout descendu à un taux marginal de 35 à 40%.

Mon étude, j'ai essayé de la faire lire à beaucoup de monde. Conseiller du Commerce extérieur de la France, je l'ai passée à d'autres sections et au Chef du Poste d'expansion économique au Luxembourg qui l'a remonté à son Ministre. Centralien, j'ai participé au moment de la bagarre des 35 heures à une grande étude chapeautée par l'Association des Anciens Elèves sur la lutte contre le chômage et transmis mon rapport aux autres membres du groupe de travail. Enfin, participant aux travaux de l'Association des Moyennes Entreprises Patrimoniales créée par mon glorieux Ancien Yvon Gattaz, je l'ai donnée au PDG de l'entreprise Sommer-Allibert qui devait déjeuner le lendemain avec Madame Aubry et lui remettre le rapport en question. Peine perdue. De toute façon en France on n'est guère intéressé par ce qui se passe à l'extérieur de l'Hexagone...

Encore un mot en ce qui concerne l'impôt. La fiscalité a toujours mauvaise réputation. Et les socialistes ont toujours été soupçonnés de vouloir augmenter l'impôt. Et pourtant le domaine d'action possible du politique se rétrécit tous les jours comme une peau de chagrin. Dans beaucoup de domaines il ne peut plus agir que sur le plan européen (et même là il est de plus en plus paralysé parce que trop de décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et que l'on a fait entrer trop de membres dans l'Union sans en changer les règles). Et même sur le plan européen il n'est plus tout à fait libre à cause de la mondialisation. Et puis on verra plus loin, quand on parlera du capitalisme financier, que les entreprises deviennent de plus en plus grosses et se moquent des Etats. Alors le budget national reste un des derniers outils dont disposent encore les hommes politiques pour agir. Alors bien sûr il faut tout faire pour améliorer l'efficacité économique du fonctionnement de l'Etat, mais il ne faut pas se dessaisir de l'arme de l'impôt. Et, pourtant, au moment même où j'écris cela je lis que Madame Merkel veut diminuer une fois de plus le taux d'imposition des sociétés: il est actuellement de 38% (25% pour le gouvernement fédéral et

13% pour les structures locales). On verra si son partenaire, la SPD, sera d'accord...

Pouvons-nous échapper à la **mondialisation**? Non, certainement pas. Nous pouvons bien sûr adoucir certains effets de cette mondialisation, par l'action politique, à l'échelle européenne. Nous pouvons imposer des quotas, malgré l'OMC, attaquer pour dumping, exiger des réévaluations comme celui de la monnaie chinoise, exiger que la Chine et l'Inde respectent les principes de l'Organisation Internationale du Travail, etc. Mais pour cela il faut une volonté politique commune, une action commune de toute la gauche européenne, et même une coopération avec une partie de la droite car toute la droite n'est pas devenue libérale au sens des penseurs de Chicago! Fabius, avec sa campagne pour le non, a saboté tout cela. Pour moi cet homme qui a été Premier Ministre de la France comme il se plaît à le rappeler, est un criminel. Et je ne suis pas le seul à le penser.

D'une certaine façon la mondialisation est une manière de répartir la richesse entre pays développés et en voie de développement. Si on est socialiste par idéalisme humaniste on ne peut guère refuser cette évolution. Il y a trente ou quarante ans je me rappelle qu'on avait de grandes discussions en France pour savoir s'il y avait paupérisation des «classes laborieuses» dans notre société. Paupérisation absolue disait le PC. Paupérisation relative disaient d'autres. Et puis les statistiques semblaient prouver qu'il n'en était rien et que grâce à la croissance il y avait au contraire un certain nivellement, une meilleure répartition des richesses. Le rapport entre les plus riches et les plus pauvres semblait s'améliorer. Aujourd'hui on sait que ce n'était qu'une amélioration temporaire. Et que le ratio, dans les entreprises entre les revenus des dirigeants et ceux des moins payés des collaborateurs - je vais encore y revenir à propos du capitalisme financier - n'a jamais été plus élevé (il y a environ six mois **Le Monde** annonçait la disparition d'un célèbre gourou du management américain, Peter Drucker, considéré comme un des plus grands penseurs du monde de l'entreprise. Et **Le Monde** de rappeler qu'en janvier 2000, lors d'une interview, Drucker avait raconté que le banquier J. P. Morgan «dont on ne pouvait douter qu'il aimait l'argent», avait fixé comme règle que le rapport entre le revenu du top management et le salaire moyen de l'entreprise ne devait pas dépasser 20. Aujourd'hui on avoisine les 200. «C'est extrêmement pernicieux» disait Drucker). Quoi qu'il en soit je me souviens parfaitement qu'à l'époque il me paraissait évident que l'on ne pouvait se limiter à ne parler que répartition de richesses au niveau national et que viendrait un moment où nous devrions partager notre richesse d'Occidentaux favorisés avec les autres, les exclus du Tiers Monde. Il est vrai qu'on pensait alors plutôt aux Africains (meilleure rémunération des matières premières comme le cuivre et des produits agricoles comme le coton, le café, le cacao, etc.) qu'aux Chinois et qu'aux Indiens... Mais aujourd'hui comme hier je reste persuadé qu'un certain nivellement doit se faire. Et qu'il nous faudra bien renoncer un jour à certains de nos avantages ou travailler plus si nous voulons les conserver ces avantages. Un parti socialiste responsable devra bien avaler cette vérité-là (Annie dit: «j'ai honte quand je vois tous ces retraités vivre comme des nababs et voyager au bout du monde et que par ailleurs les jeunes ont tellement de mal à trouver un job». Et j'ajoute: «et en plus ils devront rembourser la dette publique que nous leur laissons»).

Résumons: nous avons une gauche en France qui n'a jamais fait sa révolution culturelle, n'a toujours pas officiellement reconnu l'économie de marché, reste idéologiquement divisée, morcelée, a été incapable de s'attaquer au chômage, ne sait comment réagir face à la mondialisation, ne coopère guère avec les autres forces socialistes européennes et ne peut même pas envisager de s'allier avec cette partie de la droite qui est prête à combattre les excès les plus insupportables du libéralisme anglo-saxon. Et voilà que cette gauche (comme d'ailleurs l'ensemble du monde politique) est confrontée à un danger encore bien plus grand, une dictature sans tête: le capitalisme financier.

Le capitalisme financier, nouvel adversaire, mal connu de la Gauche

J'ai déjà parlé de l'article que Rocard avait fait paraître dans **le Monde** où il affirmait que le capitalisme, devenu purement financier, n'avait plus qu'un seul objectif: obtenir une rémunération du capital supérieure à 15%. Je me souviens que Francis Mer, quand il était PDG d'Usinor, avait affirmé qu'un tel rendement était impossible à atteindre d'une manière récurrente avec une industrie classique telle que la sidérurgie. Drucker, dans l'interview citée ci-dessus, l'exprime ainsi: «Peut-on accepter que les analystes financiers croient que les entreprises font uniquement de l'argent, et non pas, par exemple, des chaussures?» Rocard en concluait que ce n'était que sur un plan européen que nous pouvions éventuellement combattre une telle évolution et que le vote du non était une entreprise suicidaire qui nous coupait de nos amis socialistes européens.

Les ouvrages qui ont décrit ce nouveau «cauchemar financier» sont nombreux (voir entre autres: **Viviane Forrester: L'Horreur économique, édit. Fayard, Paris, 1999**). L'un des premiers à mettre les pieds dans le plat a été Michel Albert qui avait été PDG des AGF pendant une douzaine d'années et qui a publié dès 1991 son fameux **Capitalisme contre Capitalisme** qui a rendu célèbre le terme de «capitalisme rhénan», opposé au capitalisme dit anglo-saxon, et qui était censé être plus consensuel et considérer que l'entreprise avait un rôle social (voir n° 3594 **Michel Albert: Capitalisme contre Capitalisme, édit. Albin Michel, Paris, 1991**). Michel Albert était plutôt pessimiste en ce qui concernait l'avenir du capitalisme rhénan. Il disait, si je me souviens bien, c'est le capitalisme anglo-saxon qui va gagner parce qu'il est plus excitant que l'autre. Avec lui il se passe toujours quelque chose, il parle aux médias, il correspond aux valeurs de notre temps: le profit au-dessus de tout et le règne sans partage de l'individualisme. Je crois que Michel Albert est d'ailleurs un peu injuste avec le capitalisme anglo-saxon. Il est vrai que l'esprit d'entreprise a toujours été plus prisé aux Etats-Unis que chez nous en Europe, mais toute l'industrie américaine n'était pas aussi radicale que cela. L'évolution est plutôt récente. Il n'y a qu'à lire ce roman paru il y a peu et qui a été un grand succès littéraire aux Etats-Unis: voir n° 3218 **Jonathan Franzen: The Corrections, édit. Farrar, Straus and Giroux, New-York, 2001** (ou sa traduction en français: voir n° 3247 **Jonathan Franzen: Les Corrections, Edit. de l'Olivier, Paris, 2002**). J'aime bien ce roman qui est une critique intelligente et pleine d'humour de l'American Way of Life. On y trouve une description passionnante de l'évolution récente du capitalisme au coeur de l'Amérique profonde.

Alfred, le père de la famille qui est au centre du roman de Franzen, a travaillé pendant toute sa vie pour une compagnie locale de Chemins de Fer, la Midland Pacific. Sa relation avec son employeur semble être plutôt du type rhénan. Les cadres dirigeants, tous originaires de l'Arkansas et du Missouri, et même l'avocat de la Compagnie, ont convaincu les actionnaires qu'étant donnée leur situation de monopole, ils devaient garder une certaine activité sur leurs lignes secondaires, pas rentables, desservant les régions rurales de l'Arkansas du Sud et de l'Ouest et du Centre du Nebraska. Alors arrivent deux frères originaires du Tennessee qui représentent une autre forme de capitalisme, des prédateurs, qui ont transformé leur affaire familiale d'emballage de viande en groupe financier détenant une chaîne d'hôtels, une banque à Atlanta, une compagnie pétrolière et une autre compagnie ferroviaire, la Arkansas Southern Railroad. Leur stratégie est simple: faire de l'argent. La Midpac semble une cible possible. Quand ils commencent à négocier avec le PDG de Midland, ils l'appellent «papa» et lui demandent: «c'est quoi la Midpac, papa, c'est une affaire ou une entreprise de bienfaisance?» Ils arrivent à circonvenir les syndicats, les menacent de fermeture, leur extorquent un accord qui leur rapporte une économie de 20% sur les salaires (là c'est de la caricature, c'est évident!) et lancent leur OPA. Qui réussit. Aussitôt ils licencient les cadres, les remplacent par des hommes à eux, ferment tout ce qui n'est pas rentable, démontent l'équipement des voies pour récupérer tout ce qui est cuivre, gardent les rails et leurs droits de passage pour faire passer plus tard des câbles à fibres optiques, fusionnent la Midland avec la compagnie de l'Arkansas, déménagent le siège à Little Rock et dénoncent leur accord avec l'assurance maladie des salariés. L'un des cadres, resté en place, en relatant tous ces faits à Alfred qui, lui, a préféré démissionner six semaines avant la date légale de son départ à la retraite plutôt que de collaborer avec les nouveaux propriétaires, fait une remarque qui m'a frappé. «Les frères ne peuvent supporter que nous reconnaissons quelque autre principe que la recherche impitoyable du profit», dit-il. «Ils punissent ceux qui sont financièrement impies. Au fond c'est un baptême à l'envers». Voilà, Franzen et moi nous nous rejoignons là-dessus: nous sommes en présence d'un nouvel intégrisme, l'intégrisme financier! Et puis, bien des années plus tard, on apprend que les deux frères qui ont perdu de l'argent dans une affaire de mines d'or au Canada, ont vendu leur paquet de contrôle sur Midland, que la société s'appelle maintenant Orfic Midland, est sortie complètement du transport ferroviaire, a vendu ses grandes lignes, s'est concentrée sur la construction et la gestion de prisons, s'occupe aussi de café pour connaisseurs et de services financiers, en un mot, est devenue «l'une de ces mégafirmes ternes et indistinctes» qui caractérisent le capitalisme moderne. Les actionnaires sont anonymes. Et les gestionnaires et les analystes financiers (Gary, l'un des fils d'Alfred, qui vit dans un quartier chic de Philadelphia, est justement l'un d'eux) sont irresponsables. C'est ce capitalisme-là, un capitalisme du troisième type, dont Peyrelevade nous explique le fonctionnement. Et d'abord son avènement.

Jean Peyrelevade est surtout connu pour avoir dirigé le Crédit Lyonnais après la grande débâcle de celui-ci, mais il a aussi dirigé Suez et l'UAP et a été prof d'économie à l'Ecole Polytechnique. C'est un homme de gauche, ce qui n'enlève rien à sa démonstration.

Première explication de la situation actuelle d'après Peyrelevade: la forme intermédiée de la finance, dont la fonction est d'apporter des capitaux à l'industrie, a failli. Qu'est-ce que la forme intermédiée? C'est une organisation où les épargnants apportent leurs économies à une banque et où c'est la banque qui prend les risques en prêtant aux entreprises et en entrant éventuellement dans leur capital. Et c'est aussi la banque qui transforme le court terme souhaité par les épargnants en moyen et long terme demandé par les entreprises.

L'échec de cette forme intermédiée, d'après Peyrelevade, aurait plusieurs raisons: le coût en serait trop élevé, et puis, malgré ce coût élevé, les banques ont failli dans ce qui aurait dû être leur spécialité: l'analyse et la sélection des risques.

Souvent c'est le pouvoir politique qui est intervenu et a faussé la donne. Peyrelevade en sait quelque chose puisqu'il a dû remettre à flot le Crédit Lyonnais et qu'il a probablement dû voir de près l'incompétence des gens du Trésor qui ont géré pour l'Etat (et pour nous contribuables) le portefeuille pourri dont on a soulagé la Banque (il se trouve que, moi, j'ai pu me rendre compte comment ils ont géré ou pourri un peu plus les sociétés de pesage du groupe Tapie; et puis il n'y a qu'à voir comment ils ont manoeuvré l'affaire des compagnies d'assurance américaines). Et ce que Peyrelevade ne dit pas, c'est la façon dont l'Etat a cassé Paribas. Moi j'ai bien connu la Banque de Paris et des Pays-Bas quand j'ai commencé à travailler. Paribas était l'actionnaire de référence de Fives-Lille, de Heurtey, de Sofresid, et de tant d'autres sociétés que j'ai connues de près. Les dirigeants de Paribas étaient de grands Seigneurs (gueuletons et chasses en Sologne) mais c'étaient des Seigneurs qui aimaient l'industrie. Qui la comprenaient. On appelait cela une Banque d'Affaires. Suez courait derrière et essayait de les imiter. Quant au Crédit Agricole il se cantonnait à l'agro-business de Province. Et puis arrive Mitterrand en 81. Le PDG de l'époque n'y a pas cru, jusqu'au dernier moment, à la nationalisation de sa Banque. Et puis, quand c'est arrivé, il est parti, profondément blessé, parce qu'il avait eu des promesses, et est allé créer une banque concurrente. Mais le ressort était cassé. L'Empire Paribas aussi. Peyrelevade a de bonnes raisons pour ne pas en parler: il était alors Directeur-adjoint du cabinet de Pierre Mauroy (1981-83)! Peyrelevade prétend que la France ne fait pas exception et que «partout dans le monde, sous des régimes politiques fort différents, les systèmes bancaires ont connu des crises graves, dues à la mauvaise qualité de leurs portefeuilles de crédit». Il est vrai que les trois grandes banques allemandes qui jouaient un peu le même rôle en Allemagne que Paribas en France, la Deutsche Bank, la Dresdner et la Commerzbank, ont connu elles aussi des difficultés. Il est vrai aussi que le Japon a souffert longtemps des créances pourries détenues par le système bancaire japonais, mais il faut se souvenir que toute l'économie japonaise a longtemps connu des taux d'endettement totalement inconcevables chez nous et que c'est tout le système japonais qui était en cause (les énormes groupes aux structures complexes, la foi en une croissance sans limite, etc.). Quant à l'exemple américain qu'il cite, la déconfiture des caisses d'épargne (d'ailleurs sauvées par le gouvernement américain, pourtant si attaché au libéralisme économique orthodoxe), il n'a rien à voir avec cela puisqu'aux Etats-Unis les banques ne pouvaient être à la fois banques d'affaire (donc

détentrices de participations) et banques de dépôt - ce qui n'était peut-être pas une mauvaise chose - et que la fameuse crise était due à des spéculations immobilières. Et puis de toute façon aucun pays démocratique n'a connu un scandale comparable à celui du Crédit Lyonnais qui a coûté une fortune aux contribuables français et dont les responsables courent toujours.

Moi je ne suis pas banquier, mais je ne crois pas que l'on puisse expliquer l'avènement du **capitalisme financier** d'aujourd'hui uniquement par la faillite du système bancaire traditionnel. L'explication est beaucoup plus simple, me semble-t-il: la montée en puissance de la Bourse, la fascination pour la spéculation, la tyrannie de l'argent, le développement des fonds de pension et surtout l'importance toujours croissante (une croissance ahurissante, presque exponentielle) des montants disponibles. Peyrelevade parle de «300 millions d'actionnaires, concentrés à 90% en Amérique du Nord, en Europe et au Japon» qui «contrôlent la quasi-totalité de la capitalisation boursière mondiale». Ici au Luxembourg, en 2005, la place gérait, rien qu'en fonds d'investissement (les OPC, organismes de placement collectif), 1525 Milliards d'Euros! Et la croissance de ces fonds, pour la seule année 2005, était de 236 Milliards d'Euros! A cela il faut bien sûr ajouter toutes les autres places (Luxembourg est maintenant n°1 en Europe mais Paris et Londres suivent de près et New-York reste bien sûr de loin le n°1 mondial), les fonds de pension géants, les caisses de retraite et les compagnies d'assurances. Citons, pour avoir un ordre de grandeur, les chiffres donnés par Peyrelevade: Fin 2003 la capitalisation boursière mondiale était de 30 000 milliards de US\$, ce qui représentait 86% du PIB mondial de l'année. Les Etats-Unis détenaient 46% de cette capitalisation boursière, l'Europe 25% et le Japon 15%. Et tous ces avoirs financiers sont gérés, d'après Peyrelevade, par quelques dizaines de milliers de gestionnaires qui ne sont pas responsables (le risque reste chez l'actionnaire) mais qui n'ont évidemment qu'un seul objectif: «enrichir leurs mandants». Analysons la situation ainsi créée. L'actionnariat est infiniment fractionné. Il est par essence volatile. A l'origine c'était un épargnant qui exigeait la liquidité de son épargne. Maintenant il obtient cette liquidité par la Bourse. La durée de détention d'une action par un épargnant serait d'après Peyrelevade de l'ordre d'une année (cela me paraît exagéré, mais quand même), alors que l'industrie dont l'action représente une parcelle est bien évidemment un bien de très longue durée. C'est dire la qualité de la relation qui peut exister entre l'actionnaire et l'entreprise. Ensuite le risque est chez l'actionnaire (avant cela il était chez la Banque). En contrepartie il veut bien évidemment le gain maximum. Il a ou il acquiert une mentalité de spéculateur.

Le gestionnaire, lui, ne court aucun risque, sinon de perdre son client. Il est payé pour satisfaire son mandant, il n'a pas d'état d'âme. Il veut des résultats rapides. Il a une mentalité de court terme. Même si certains gestionnaires de fonds vous disent qu'ils sont des investisseurs de long terme, il ne faut pas les croire. Tout ce qui les intéresse c'est la plus-value donc la revente de leur paquet d'actions. Le long terme est un risque qu'ils n'ont pas besoin de courir. Quelle relation peut-il y avoir entre un gestionnaire qui ne pense qu'au court terme et un dirigeant qui doit avoir une vision long terme de son entreprise? La situation est un peu différente pour des gestionnaires de gros fonds de pension ou de sociétés

d'assurance qui, parce qu'ils détiennent un paquet d'actions important dans une entreprise, ne peuvent se dégager facilement en cas de difficulté et vont alors mettre la pression sur le dirigeant pour qu'il rétablisse au plus vite la situation.

Alors parlons du dirigeant. Les idéologues qui donnent leur bénédiction à ce nouveau capitalisme financier ont inventé un terme: la **corporate governance** (le gouvernement d'entreprise). Suivant la doctrine qu'ils ont élaborée - je simplifie - l'entreprise appartient aux actionnaires, le dirigeant est à leur service et son unique objectif est de créer de la valeur pour l'actionnaire, la **shareholder value**, autre terme du dogme.

Peyrelevade décrit longuement les malheurs du dirigeant moderne et ses compromissions inévitables. Mais je n'ai pas besoin de lire Peyrelevade. Dès ma première entrée en fonction à la tête d'une entreprise il m'a paru évident que le dirigeant avait un rôle plus complexe, qu'il était placé à l'intersection de certains intérêts et que son premier devoir - je l'ai déjà dit - était d'assurer la survie de son entreprise. Donc d'établir et de suivre une stratégie long terme. De même qu'il m'a paru évident que le profit de l'entreprise devait servir non seulement au service du dividende mais aussi à la préparation de l'avenir (investissements de toutes natures, augmentation des besoins en fonds de roulement en cas de croissance) et, pourquoi pas, à l'amélioration des revenus des salariés.

Peyrelevade cite la définition donnée par le rapport Viénot du CNPF et qui date de 1995. Si je me souviens bien il s'agissait de définir le rôle du Conseil d'Administration (et celui des fameux administrateurs indépendants). Dans ce rapport l'entreprise est considérée «comme un agent économique autonome, poursuivant des fins propres distinctes de celles de ses actionnaires, de ses salariés, de ses créanciers dont le fisc, de ses fournisseurs et de ses clients, mais qui correspondent à leur intérêt général commun, qui est d' assurer la prospérité et la continuité de l'entreprise (c'est moi qui souligne, surpris d'être pour une fois 100% d'accord avec l'organisation patronale). Le comité considère que l'action des administrateurs doit être inspirée par le seul souci de l'intérêt de la société considérée».

La relation entre dirigeants et actionnaires n'a jamais été facile. Mon ami Georges qui, bien que Polytechnicien, a réalisé une grande partie de sa carrière dans des entreprises familiales a été plusieurs fois en butte à des héritiers de la famille. Moi-même j'ai eu la chance d'avoir une relation toute de confiance avec mon premier Président et lorsqu'après un changement d'actionnaire la guerre a été déclarée, j'ai pu réaliser la reprise de l'entreprise avec d'autres dirigeants et quelques amis et mettre en place un contrôle majoritaire favorable. Mais le problème est le même pour des entreprises plus importantes. Je me souviens d'avoir assisté à Reims à un dîner d'anciens HEC où Lachmann, un de nos très grands dirigeants d'entreprises, qui était alors PDG de Strafor (plus tard il a dirigé Schneider Electrique et vient de passer la main ces jours-ci) se plaignait amèrement d'avoir un mal fou pour trouver des actionnaires stables («les actionnaires que je mériterais». Il avait réussi à faire des anciennes usines métalliques des Forges de Strasbourg un groupe dynamique qui reposait sur deux activités: les meubles de bureau «Strafor» et les outils «Facom», et certains de ses actionnaires financiers voulaient à tout prix

qu'il se concentre sur les meubles de bureaux et qu'il vende les outils). L'exemple de Lachmann montre d'ailleurs clairement ce que j'ai toujours prétendu: c'est au dirigeant de fixer la stratégie de l'entreprise, surtout sa stratégie produits. C'est lui qui les connaît, pas l'actionnaire financier. Et c'est justement l'un des grands dangers du corporate management. On inverse les rôles.

Car, dit Peyrelevade, dans le nouveau capitalisme financier (qu'il appelle total), «le dirigeant n'est que l'intendant du domaine, le serviteur zélé de la collectivité des actionnaires dont il lui revient d'assurer l'enrichissement». Et pour cela on l'achète. En 1965, aux Etats-Unis, le revenu moyen des CEO (Chief Executive Officers) représentait 44 fois le salaire moyen des ouvriers. Fin 2003 le rapport était supérieur à 500. En France la rémunération moyenne des PDG du CAC 40 était d'environ 6 000 000 d'Euros en 2003, ce qui représentait 200 fois le salaire moyen et 400 fois le SMIC (toujours d'après Peyrelevade). Le capitalisme financier n'est même pas cantonné aux grandes entreprises. Depuis un peu plus de trente ans on connaît en France comme dans les autres pays européens les mécanismes de LMBO (Leverage Managemnt Buy-out) ou LBO. Je les connais bien. Je les ai moi-même utilisés. C'est un système qui présente un avantage certain puisqu'il permet au propriétaire d'une affaire familiale de la vendre à ses dirigeants associés à un gestionnaire de fonds appelés venture capital ou capital-risque. Comme il s'agit de capital-risque le gestionnaire vise un rendement encore supérieur, de l'ordre de 20%. Et on l'obtient par un mécanisme de levier, c. à d. au lieu d'apporter 100% du capital nécessaire pour l'acquisition, on apporte la moitié ou le tiers et le reste est obtenu en endettant la société-cible. Pour parler grossièrement, on se paye sur la bête. J'ai l'air de cracher dans la soupe car j'en ai profité moi aussi. Tout ce que je peux dire à ma décharge c'est que j'ai réussi à réaliser un montage où, grâce à toute une équipe de managers et quelques amis qui avaient de l'argent, j'étais majoritaire et j'ai pu imposer ma politique aux financiers et la maintenir pendant 11 ans! Quand mon successeur dans l'entreprise a monté le même type d'opération, mais en tant que minoritaire, il a eu la surprise de recevoir une lettre de ses associés financiers, moins de quatre ans plus tard, lui enjoignant de vendre à nouveau l'entreprise et fixant à la fois les conditions et le prix de la vente! Car ce type de fonds ne peut réaliser son bénéfice que par la plus-value à la revente. Aujourd'hui ce genre de fonds pullulent à Paris. Les capitaux mis à leur disposition sont très souvent américains. Certains vous disent qu'ils ont une politique long terme, mais c'est de la poudre aux yeux. Le système est forcément régi par le court terme et, contrairement au nom qu'ils portent ces fonds fuient le risque. Ainsi mon successeur n'a jamais pu obtenir leur feu vert pour un investissement lourd en Chine, ce qui pourrait mettre en danger le développement à long terme de l'entreprise. Le temps de présence des fonds de capital-risque dans une entreprise a tendance à se raccourcir de plus en plus: 5, puis 4, même 3 ans quelquefois d'après une étude récente du Monde. La plupart des fonds ne veulent plus que les managers détiennent plus que 10% du capital. Dans l'étude du Monde, l'un des dirigeants d'un fonds que je connais bien, déclarait que les managers étaient de plus en plus gourmands et demandaient à profiter d'avantages financiers exagérés. Est-ce étonnant? Ils mettent de l'argent ou s'endettent personnellement (un risque guère couru par les gestionnaires qui jouent avec l'argent des autres), ils

peuvent être licenciés s'ils ne donnent pas satisfaction, ils sont obligés de se plier aux injonctions de leurs associés tant en ce qui concerne leur stratégie que pour la mise en vente de l'entreprise qu'ils dirigent. Et en plus c'est grâce à leur professionnalisme que l'opération réussit ou non.

Cette nouvelle tyrannie financière a trois **conséquences**, dit Peyrelevade. D'abord elle accélère la mondialisation et ses effets pervers. Délocalisations et destructions des emplois dans nos pays occidentaux. Imposition de la même pensée financière dans le monde entier. Concurrence entre Etats sur le plan fiscal p. ex. et qui va toujours dans la même direction: avantage aux revenus du capital. J'ai déjà parlé de la diminution constante des taux d'imposition des bénéficiaires. Je pourrais citer bien d'autres exemples: l'imposition des plus-values p. ex. Pourquoi de nombreux holdings de tête de groupes français se sont-ils établis aux Pays-Bas depuis plus de 20 ans (Alcatel, Airbus, ce qui devait être le groupe Renault-Volvo si la fusion avait réussi, etc.)? Parce que la Hollande avait supprimé l'imposition des plus-values en cas de cession. La Belgique a suivi. Le Luxembourg qui ne disposait que d'un type de holding (dit de 1924) mal famé, a créé un nouveau type de holding, parfaitement présentable, et qui permet d'échapper là aussi à l'imposition de la plus-value. Et, dernière nouvelle, la France va suivre... Autre exemple de l'impuissance générale à laquelle on est acculé en matière fiscale en Europe: Quand on est arrivé à un accord sur le plan européen (y compris la Suisse) pour imposer une retenue à la source sur les revenus financiers des personnes physiques qui bénéficiaient de comptes anonymes dans les pays qui voulaient conserver le secret bancaire, quel a été le résultat? Imposition progressive (de 15% à 35% dans 10 ans) des intérêts sur obligations, rien sur les plus-values de cession des actions! Qu'est-ce que j'en conclus? L'obligation n'est pas spéculative (ou si peu) au contraire de l'action, donc je la punis. Et de toute façon cela ne résout guère le problème de la fraude fiscale sur l'impôt sur la fortune et sur les successions. Et les détenteurs d'obligations vont les vendre ou demander à leurs banquiers d'étudier d'autres solutions plus sophistiquées. Et en fin de compte cet accord ne rapportera strictement rien du tout. Quand je pose la question: les responsables financiers européens qui ont signé un tel accord sont-ils incompetents ou hypocrites, on ne me répond guère, tellement la réponse est évidente!

Deuxième conséquence, toujours d'après Peyrelevade: obtenir un rendement de 15% est irréalisable (sur la durée, pour une activité classique). Alors on triche ou on se ment. La valorisation boursière est de plus en plus artificielle, éloignée de la valeur comptable des entreprises, basée sur des résultats futurs hypothétiques. On n'investit plus. On hypothèque l'avenir. En fait on appauvrit la société. Le court terme est de plus en plus court. Il faut annoncer les résultats tous les 3 mois. Et pour faire apparaître un meilleur ratio de résultats sur fonds propres, les dirigeants organisent le rachat par l'entreprise de ses propres actions et puis les annulent et diminuent ainsi artificiellement leur capital et donc leurs fonds propres. C'est le monde à l'envers: l'entreprise, au lieu de puiser des ressources nouvelles auprès de la Bourse, va l'alimenter en capitaux!

Troisième conséquence: la course à la concentration. Une fois qu'on a tout essayé il reste une dernière solution pour créer de la valeur pour l'actionnaire - du moins en apparence - acquérir son concurrent ou

fusionner avec lui. Devenir plus gros. Cela a l'avantage, en plus, de flatter l'ego du dirigeant: il augmente son pouvoir. Ce qui m'étonne toujours c'est l'absence de réaction des politiciens et des organismes chargés de veiller sur la concurrence. Je me souviens encore des positions très tranchées prises par l'ancien Kartellamt de l'Allemagne fédérale ou de l'institution correspondante américaine. Je suis à peu près certain qu'il y a 30 ans on n'aurait jamais accepté la fusion entre Boeing et Douglas. Et on exigerait probablement la scission de Walmart comme on l'avait fait il n'y a pas si longtemps pour Bell. Aujourd'hui on ne raisonne plus que marché mondial et ce faisant on accepte de fausser complètement la concurrence sur les marchés nationaux. Or si la concurrence libre n'est plus assurée le marché ne fonctionne plus correctement et on se retrouve avec des situations de monopoles, terreur des théoriciens du capitalisme du début du 20ème siècle. Quant aux politiques on ne comprend pas comment ils peuvent favoriser la montée en puissance de groupes mondiaux de plus en plus incontrôlables alors que cela fait un moment qu'ils ne contrôlent plus rien.

Au moment où j'écris ces lignes on est en plein dans la bataille **Mittal-Arcelor**. Voilà un excellent exemple de ce que j'avance. D'abord il faut savoir que Arcelor, issu de la fusion entre l'Arbed et Usinor (et de l'Espagnol Aceralia), contrôle 40% du marché européen de l'acier. Ce n'est pas rien. Personne ne le dit. Au contraire les analystes «autorisés» (ils s'autorisent à penser comme aurait dit Coluche) trouvent que le marché mondial est encore très morcelé puisque en cas de fusion le nouveau groupe ne contrôlerait que 12%! (12% du marché mondial de l'acier! On rêve. Le marché de l'acier ce n'est quand même pas le marché des aspirateurs!). Ensuite il faut savoir qu'au moment du rapprochement entre l'Arbed et Usinor la Commission avait demandé qu'ils se débarrassent d'un certain nombre de sites pour ne pas dépasser ce fameux quota de 40% (du marché européen). Or qui a acquis les sites vendus par Usinor? Mittal. Entre autres l'aciérie de Gandrange que je connais bien. C'est la plus grosse aciérie de Lorraine. En 68 quand j'étais encore à Fives-Lille on leur a vendu des convertisseurs de 300 tonnes. Alors si Mittal fusionne avec Arcelor il faudra bien les vendre à nouveau, tous ces sites, y compris Gandrange, non? Et à qui? Et pourtant personne n'en parle, aucun journaliste, aucun politicien (même pas un régional lorrain), et encore moins le préposé à la concurrence de la Commission! D'ailleurs celui-ci a déclaré: «nous ne sommes intéressés ni par des champions français ni par des champions européens, mais simplement par des champions mondiaux qui ont le siège dans un pays de l'Union européenne». Autrement dit: pourvu qu'ils aient un holding en Hollande, tout est OK. C'est la plus grosse des conneries que j'ai entendues depuis le début de cette bataille. Mais ce n'est pas la seule.

Dès le début de l'affaire un journaliste du **Monde** déclarait en première page que cela ne concernait guère la France puisque l'un des protagonistes était basé aux Pays-Bas et l'autre au Luxembourg, ignorant superbement que Arcelor était le résultat de la fusion d'Arbed et d'Usinor, qu'Usinor représentait la quasi-totalité de la sidérurgie française, employant 27000 personnes en France, que les deux groupes ont coûté très cher aux contribuables des deux pays, France et Luxembourg, qui ont payé pour leur survie, et que Mittal n'avait rien aux Pays-Bas, à part une société holding, la grande sidérurgie

hollandaise d'Ijmuiden ayant été acquise il y a bien longtemps par le groupe britannique Corus. Donc incompétence des journalistes.

Et faiblesse des politiques. Le seul politicien qui s'est opposé très vigoureusement dès l'origine à l'OPA hostile de Mittal est M. Juncker. Or les deux parlements, aussi bien le français que le luxembourgeois avaient la possibilité de voter des lois anti-OPA. Les partis de la coalition de M. Juncker, partis chrétien-social et socialiste, ont la majorité à la Chambre luxembourgeoise. Et ils se dégonflent. Cela aurait nui, paraît-il, à l'image libérale de la place financière du Luxembourg.

Et faiblesse des dirigeants. Alors qu'ils ont reçu l'appui inconditionnel des syndicats les dirigeants d'Arcelor ne trouvent pas d'autre riposte (à part une solution assez vaseuse: mettre la société canadienne qu'ils viennent d'acheter sous séquestre pour empêcher Mittal, en cas de succès de l'OPA, de la revendre à Thyssen) que de distribuer trois fois plus de dividendes que d'habitude à leurs actionnaires et de leur promettre encore beaucoup plus pour les années à venir (quitte à appauvrir l'entreprise et à ne plus pouvoir réaliser les acquisitions futures souhaitables).

Le capitalisme nouveau est un intégrisme, Franzen, dans son roman, l'a bien montré. Le capitalisme nouveau est un nouveau totalitarisme, une nouvelle dictature (la dictature des marchés) sans dictateur connu. Ce capitalisme-là est sourd et aveugle. Il est destructeur, il accentue sans cesse la distance entre pauvres et riches, entre puissants et faibles. Il est dominateur. Il méprise les syndicats, les politiques, les gouvernements. Dans ce capitalisme-là il n'y a plus aucune place pour le social, plus de place pour l'humain.

Que peut faire la gauche dans un tel contexte? D'abord comprendre. On en vient toujours au même point. Peyrelevade dit: «Pour remettre en cause les forces du marché, l'esprit doit en comprendre la mécanique».

Peyrelevade esquisse quelques solutions, mais au fond sans grande conviction. Il étudie d'abord s'il n'y a pas une possibilité d'autodestruction. Un jour les grands fonds de pension devront vendre pour payer les pensions à leurs retraités vivant de plus en plus longtemps. Cela pourrait faire baisser la Bourse. Faux, car les nouveaux riches vont s'y engouffrer, les Chinois, les Indiens, les Brésiliens, et tous les autres. La protection de la planète? La crise de l'énergie? Non, cela ne gêne guère le pouvoir financier. Tous les scientifiques sont unanimes aujourd'hui. Le changement climatique est en route, il est déjà irréversible (il faut absolument lire ce livre: **n° 3593 James Lovelock: The Revenge of Gaia, édit. Allen Lane/Penguin Books, Londres, 2006**). Mais Bush refuse de signer Kyoto parce que ce n'est pas bon pour l'économie américaine et les financiers américains inventent des bons à polluer! Et merde pour les pauvres - qui sont de toute façon Noirs - de La Nouvelle Orléans.

On peut tourner le problème comme l'on veut. Rien à attendre du consommateur qui ne s'intéresse qu'à une chose: acheter moins cher. Ni des altermondistes gesticulants et ridicules. Ni des intellectuels qui n'y comprennent rien et qui n'existent d'ailleurs plus. Seule la politique peut encore quelque chose. Mais pas sur le plan national bien sûr. Sur le plan européen d'abord, dit Peyrelevade, en coopération avec

l'Amérique ensuite, et sur le plan mondial, avec la Russie, la Chine et l'Inde. Objectifs: protection de la planète, atténuation du poids du capitalisme financier sur l'économie réelle. Rôle accru des Banques centrales, création d'un Observatoire qualifié... Tout ceci me paraît bien utopique. Encore que cela commence à bouger outre-Atlantique et que certains think-tanks démocrates ont l'air de croire qu'il faudrait une nouvelle doctrine pour la prochaine campagne, p. ex. revenir à l'idée de Bien Public. Et aujourd'hui je découvre dans **le Monde** la prise de position d'un ancien Ambassadeur américain, gérant d'un fonds d'investissement, qui se demande si, à l'avenir, les dirigeants des entreprises ne devraient pas seulement décider en fonction des cours de Bourse mais aussi prendre en compte le tort éventuel fait aux non-actionnaires - salariés, tissu local, clients, fournisseurs - les parties prenantes de l'entreprise, ce qu'il appelle les stakeholders (au lieu des shareholders). Ce M.Rohatyn a été Ambassadeur en France. A-t-il été contaminé chez nous? Non, à le lire de plus près, on comprend qu'il craint simplement que de plus en plus d'étrangers rachètent des entreprises américaines, des Russes, des Indiens, des Chinois, des gens pas fiables, des gens qui ont des intérêts nationaux qui risquent d'empiéter sur les marchés libres, c. à d. les intérêts américains. «Les Etats-Unis», conclut-il, «ont besoin d'une politique plus réfléchie et plus décidée, en cohérence avec leurs grands intérêts économiques et politiques».

Je ne crois donc guère à une coopération transatlantique sur ces sujets. Par contre il me paraît évident que l'on ne peut agir que sur le plan européen. Mais pour cela - et on revient toujours au même point - il faut une entente entre partis de gauche et du centre européens. Et on revient au problème de la gauche française. Un problème toujours insoluble. Et c'est bien dommage. Car les remèdes existent. Peyrelevade en énumère certains: une fiscalité qui favorise le réinvestissement des bénéfices plutôt que leur distribution, une fiscalité qui favorise la stabilité des actionnaires par l'imposition dégressive des dividendes avec le temps de détention, interdiction des rachats d'actions par l'entreprise, fiscalité plus sévère sur les plus-values, majorité qualifiée exigée pour le lancement d'une OPA, suppression des stock-options, etc. Et j'ajouterai: arrêter cette propension stupide à privatiser des services publics et des situations de monopole. Et je pose une autre question au Banquier Peyrelevade: Pourquoi la Banque Centrale européenne n'a qu'un seul et unique objet, contrôler l'inflation alors que sa collègue américaine a deux objectifs: inflation et emploi? Est-ce parce que l'inflation touche les riches et pas les pauvres? Arrivé au bout de ces réflexions je suis bien perplexe. Et à vrai dire bien pessimiste. Il y a une dizaine de jours (le 29 avril 2006 exactement) est mort un économiste américain de gauche (si, si, ça existe) John Kenneth Galbraith (depuis quelques années je lis régulièrement les rubriques nécrologiques, cela doit être l'âge, c'est mauvais signe). Dans un ouvrage publié en 1958 (**The Affluent Society**) Galbraith avait mis en exergue cette déclaration d'Alfred Marshall (celui du Plan): «L'économiste doit, comme tout le monde, se préoccuper des fins ultimes de l'homme». C'était il y a 50 ans. Ces temps sont bien loin...

(juin 2006)

Post-scriptum (octobre 2009): Que peut-on ajouter à ces réflexions trois ans plus tard? **Rocard**, lui, a trouvé une nouvelle jeunesse. Il est de toutes les commissions que lui propose Sarko. Moi cela ne me gêne pas. Du moment qu'on peut infléchir certaines décisions (sur la taxe carbone, sur l'emprunt, etc.). Pourquoi pas. Ce n'est pas comme participer au gouvernement comme Fadela Amara, servir d'alibi et ne rien obtenir du tout (plan banlieue mort-né). Mais cela ne plaît pas au PS. Et pourtant Rocard reste un des rares membres du Parti à prendre position sur la crise et ses causes. Au PS on s'en fout. Tout le monde se considère comme présidentiable. Le chômage monte d'une manière dramatique et va continuer à monter. Le casino financier recommence comme avant. Mais ce qui importe c'est de savoir comment on va nommer le prochain candidat du PS aux élections présidentielles et qui va gagner la course aux échelotes. Alors qu'à l'heure actuelle cela n'intéresse strictement personne. D'autant plus que la gauche n'a aucune chance de gagner (voir le résultat des élections européennes) et que Sarkozy est déjà virtuellement réélu. C'est encore Rocard qui est un des rares à s'interroger sur cet incroyable paradoxe. On vit la pire crise que le monde ait connue depuis celle, épouvantable, de 1929 (et Dieu sait quelles conséquences elle a eues!). Elle est clairement due à une finance devenue folle... et toute l'Europe vire à droite! Mais je ne partage pas l'opinion de Rocard sur l'explication du vote (voir son article du **Monde** du 7 juillet 2009): «En votant partout conservateur, pour les forces qui nous ont amenés à la crise, les électeurs ont montré leur attachement au modèle du capitalisme financiarisé... Combien de crises faudra-t-il pour convaincre les peuples?», dit-il. Je crois plutôt que beaucoup ont été trop traumatisés pour s'être rendu aux urnes. Et que les autres ont eu peur et ont cru que la droite avait plus de chances pour nous sortir de là que la gauche. On revient toujours au même problème: dramatique déficit d'explications. Frédéric Lemaître de la rédaction en chef du **Monde** explore d'autres voies (article de juin). D'abord il constate que toute la gauche européenne est touchée. Elle «n'a plus ni leader ni programme crédible». Pour beaucoup de leaders socialistes, dit-il, «l'exercice du pouvoir est davantage vécu comme un accélérateur de carrière que comme une mission reçue d'électeurs soucieux de changements collectifs». Et là le PS n'est pas seul en cause: voir Schroeder et Gazprom! Et puis il pense que les frontières entre gauche et droite sont brouillées, ce qui déstabilise l'opinion. Et il cite certains exemples où le PS - paradoxalement - a trop embrassé le point de vue libéral: Bérégovoy qui libère les marchés des capitaux (mais pouvait-il résister à l'époque? Comment faire autrement au moment où l'on voulait le grand marché), Strauss-Kahn qui rend plus attractive la fiscalité des stock-options, et Fabius qui réduit (déjà) l'imposition des revenus «afin d'éviter la fuite ou la démotivation des contribuables aux revenus les plus élevés» (c'est Lemaître qui cite Fabius). Cette frontière brouillée entre droite et gauche pourrait être en tout cas une explication valable, car depuis on a eu les résultats des élections nationales au Luxembourg et en Allemagne, deux pays gouvernés par des coalitions gauche-droite. Et dans les deux cas les socialistes ont vu leur résultat électoral soit se détériorer (Luxembourg) soit s'écrouler complètement (Allemagne). Et en Allemagne ce recul du parti social-démocrate profite à Die Linke, le parti d'extrême-gauche de Lafontaine (pas aussi extrême que notre facteur quand même). Résultat (toujours aussi paradoxal): tout ceci va profiter aux plus

riches car le FDP exigera, pour sa participation au gouvernement, de diminuer encore plus les impôts! Ici je voudrais faire une parenthèse. Je viens de terminer une note sur Jack London écrivain socialiste et de lire l'autobiographie d'un autre écrivain (et activiste) américain célèbre Upton Sinclair, l'auteur de **La Jungle**. Ce qui m'a de nouveau fait comprendre que la controverse entre révolution violente (London) et compromis démocratique (Sinclair) est aussi ancienne que le capitalisme lui-même. Or si, comme le dit Rocard, l'extrémisme révolutionnaire n'a jamais rien donné, il ne faut pas oublier que c'est le désespoir et le sentiment d'impuissance devant la force et l'inflexibilité de «l'oligarchie», comme l'appelle Jack London, qui ont, chaque fois dans l'histoire, conduit les masses à se révolter (et à voter pour les extrêmes). Le vote pour les extrêmes ne fait pas peur aux puissants. Il divise la gauche et l'affaiblit. Mais quand la violence descend dans la rue, envahit les banlieues et s'installe dans les usines, c'est autre chose. Ce qui m'y a fait penser aussi ce sont les occupations d'usines avec menaces d'actions violentes et prise en otage des cadres dirigeants que nous avons connues récemment. Les bonnes âmes ont crié au scandale. Cela devrait plutôt les faire réfléchir. Et faire réfléchir même les défenseurs les plus convaincus du capitalisme libéral! Il y a un autre sujet que j'avais abordé en parlant de Rocard, c'est l'aspect nocif de notre **régime présidentiel**. L'ivresse du pouvoir d'abord: on l'a vu pour Mitterrand. Aujourd'hui on le voit chez Sarkozy qui ne se contente pas d'être le Président mais qui est le véritable PDG de la France (Président-Premier Ministre). Et au moment où j'écris cela on a le scandale du fils Sarkozy, l'étudiant en 2ème année du Droit, à qui on veut confier la présidence de l'aménagement de la Défense. Et puis il y a le populisme que cette élection au suffrage universel du Président entraîne. On a eu entre-temps le phénomène Ségolène. Voici ce que j'écrivais dans mon Bloc-Notes en juin 2008: «En octobre, novembre, on a vu apparaître la Ségolène, la royale, on a assisté, médusés, à sa montée en puissance, acclamée par les foules de France, appuyée plus encore par d'obscurs sympathisants que par des militants du Parti socialiste, et puis en janvier, février, on l'a entendue sonner les trompettes de Jéricho pour abattre les murailles du Parti défendues par son ancien compagnon, on a vu les caciques du Parti aussi interloqués que nous, se demandant, peut-être, comme nous : «après tout cela peut peut-être marcher ?». Jack Lang a été le premier à jeter l'éponge. Et puis on a vu Fabius qui n'avait de toute façon aucune chance, après sa campagne pour le non (mais semblait l'ignorer) et Strauss-Kahn, le seul qui pouvait battre Sarkozy ou au moins faire jeu égal, accepter un combat, pas loyal du tout, aux conditions de la Ségolène, et se faire éliminer de la course présidentielle... Dans les mois qui ont suivi on est revenus à la réalité. On a vu Ségolène se muer en nouvelle Jeanne d'Arc, brandir le drapeau tricolore, continuer ses incantations sur le changement et répéter les belles formules (sur ce plan-là elle a d'ailleurs gagné. Avec son gagnant-gagnant : depuis sa campagne, tous les politiques et les journalistes utilisent la formule au moins une fois par semaine). Et puis on a vu le dernier round : l'innocente Pucelle de Lorraine face à l'avocat retors de Neuilly. Et on a vu la vérité nue. Une femme qui ne connaissait pas ses dossiers (énorme erreur sur le nucléaire), qui restait dans l'irrationnel et le flou, alors que l'autre, qui n'est pourtant pas un grand intellectuel, déroulait sa rhétorique huilée et rationnelle, une femme qui se réfugiait dans une colère

feinte à propos d'un aspect mineur, une histoire de handicapé physique ou mental, une femme qui s'est fait battre lors de ce débat, comme elle allait l'être un peu plus tard à l'élection, à plate couture, par près de huit points d'écart, ce qui n'allait pas l'empêcher de sortir saluer la foule (allez, encore un petit bain de foule...) et de vouloir aujourd'hui prendre les rênes du Parti pour vivre à nouveau toute cette expérience exaltante la prochaine fois...». Rien à ajouter.

Quant à l'autre sujet dont j'ai longtemps parlé, le **capitalisme financier**, il nous a apporté la crise, la plus folle et la plus importante de toutes les crises depuis celle de 1929! J'y reviendrai.

J'avais commencé à évoquer l'affaire **Mittal-Arcelor**: eh bien Mittal a réussi son coup. Et pendant une bonne partie de l'année 2008 le nouveau groupe contrôlé à 80% par Mittal gagnait un milliard d'Euros par mois et achetait une affaire par semaine. Quand, au premier semestre 2009, il a perdu un milliard ce fut l'effolement. L'usine de Gandrange, également citée, avait déjà été fermée, malgré les promesses de Sarkozy auxquelles les sidérurgistes de Lorraine ont consacré une très belle dalle commémorative en acier moulé. Alors on a arrêté pour un temps les derniers hauts-fourneaux de Lorraine et de Belgique, introduit le chômage partiel, et, en ce moment même, on est en train de transférer vers l'Europe de l'Est et l'Inde les services de comptabilité centrale installés en Lorraine (70 personnes) et au Luxembourg. Pour respecter l'engagement pris envers Juncker, Mittal a conservé le siège du groupe au Luxembourg mais il dirige le tout de Londres, avec son fils et son état-major personnel. Le Conseil d'Administration sert de chambre d'enregistrement des décisions prises. A part l'ancien Directeur financier Michel Wurth, qui était actionnaire de l'Arbed, tous les anciens dirigeants français et luxembourgeois ont disparu. J'avais également mentionné ce que l'on appelle la **corporate governance** et ses méfaits. Un système qui n'est évidemment pas touché par la crise. Sauf que la crise a fait perdre de l'argent à certains actionnaires et qu'ils cherchent à compenser leurs pertes en utilisant le pouvoir que le système leur donne à l'égard des dirigeants des sociétés qu'ils contrôlent. C'est ainsi qu'on a actuellement le cas du fonds Colony Capital, connu pour son activité de prédateur, s'associer au holding personnel de Bernard Arnault, président de LVMH, pour faire pression sur la direction de Carrefour (ils en contrôlent ensemble 13,5%) et les inciter à vendre leurs hypermarchés d'Asie et d'Amérique du Sud. On saisit l'énormité de la chose quand on sait que Carrefour s'est battu depuis plus de trente ans pour devenir le numéro 2 mondial derrière Walmart, que l'entreprise a fait un travail de pionnier aussi bien au Brésil qu'en Chine (je me souviens de l'ouverture du premier Carrefour au Brésil, j'y étais, et notre ami Hubert, décorateur et sous-traitant de Carrefour, s'était installé pour trois ans à Sao Paulo pour collaborer à l'installation de leurs premiers hyper-marchés brésiliens), que l'avenir, la croissance de la consommation privée, est bien sûr dans ces pays et non en Europe, que celui qui est sur les rangs pour acheter ce que Carrefour devrait vendre est son concurrent Walmart et que toute l'affaire n'a qu'un seul objectif: faire une plus-value sur la vente et la distribuer aussi sec aux actionnaires. Pour le moment il semble que la direction a la volonté et les moyens pour s'opposer à leur demande. Mais cela n'empêche: quel culot!

Autre exemple de cette attitude prédatrice des actionnaires d'aujourd'hui: avant la crise trois banques,

Fortis, Santander et la Royal Bank of Scotland ont fait une OPA (la plus grande acquisition jamais faite sur une banque et représentant 70 Milliards d'Euros) sur celle qui était alors la première banque hollandaise, ABN Amro, avec l'intention clairement affichée de la dépecer. Fortis devait reprendre ses activités Benelux, Santander le reste de l'Europe, et RBS ses opérations américaines. Et les actionnaires d'ABN Amro, réunis en Assemblée Générale, ont accepté l'offre qui leur été faite et donc la destruction de leur entreprise (on n'a bien sûr pas demandé l'avis de ses salariés). L'affaire s'est faite. Et une fois la crise déclenchée, le prix payé étant bien sûr comme d'habitude largement sur-payé, Fortis, incapable de faire face à l'endettement lié à l'opération en question, est tombé en faillite virtuelle (les 3 gouvernements du Benelux l'ont sauvé et, pour une fois, ce sont les actionnaires, ceux de Fortis, qui ont tout perdu). Et RBS, la banque écossaise, a dû être partiellement nationalisée par le gouvernement britannique.

Il y a un autre sujet que j'ai évoqué et qui me tient à coeur: celui des **charges sur salaires** et appointements. J'avais parlé de la **taxe professionnelle** qui, elle aussi, pesait au moins partiellement, à mon époque, sur ces coûts. Or on en parle à nouveau. Une fois de plus on veut la réformer la taxe professionnelle. Et alors qu'en 1999 on avait enfin décidé de supprimer la part salariale de la taxe (on y avait mis le temps: je rappelle que la Taxe Professionnelle avait été créée en 1975!), la nouvelle proposition de loi qu'on est en train d'examiner supprime l'aspect taxation des équipements donc des investissements pour la remplacer par la taxation de la valeur ajoutée. Or les salaires sont dans la valeur ajoutée comme le chapeau l'est dans la note de frais (c'est un ingénieur de Demag qui m'avait raconté qu'il avait perdu son chapeau, équipement indispensable pour un Allemand qui se respecte, à l'époque, et à son retour l'avait ajouté à sa note de frais. La comptabilité ayant refusé le chapeau, il a remis une nouvelle note de frais après le voyage suivant en ajoutant en PS en bas de page: «le chapeau est dedans, cherchez-le»). Pour les ignares en comptabilité je rappelle que la valeur ajoutée est la différence entre le chiffre d'affaires et les achats. Pour être plus précis c'est la différence entre le prix de vente par l'entreprise de son produit et la valeur totale des dépenses qu'elle a engagées pour se procurer les biens et les services qu'elle transforme. Il est donc évident que plus une entreprise aura de salariés et plus elle leur versera de rémunérations élevées plus elle sera imposée. Il y a plus: si l'entreprise, au lieu de produire elle-même, sous-traite son travail de production, p. ex. à l'étranger, dans des pays à salaires moins élevés, elle sera beaucoup moins imposée, la sous-traitance entrant dans les achats. N'est-ce pas monstrueux? Au moment même où le chômage est de nouveau en train d'exploser? Et presque personne ne proteste si ce n'est Juppé parce qu'il a peur de toucher moins pour sa commune qu'avant. Et personne, non plus, absolument personne, n'émet l'idée que cette fameuse taxe professionnelle qui n'est après tout qu'un impôt devant financer les services publics locaux, pourrait être remplacée avantageusement par une imposition sur le bénéfice. On aurait un impôt sur le bénéfice national et un impôt sur le bénéfice régional. Car l'impôt devrait bien sûr aller à la Région d'abord qui, elle, le distribuerait aux communes selon un certain nombre de paramètres à définir. En passant par la région cela aurait l'avantage de lisser l'impôt car si une commune ne dépend que d'une seule entreprise comme c'était p. ex. le cas de mon

ancienne firme Tractel installée dans une petite commune de l'Aube, St-Hilaire, près de Romilly, elle n'aurait plus aucune ressource le jour où l'entreprise dont elle dépend est en perte. Cette solution, je l'ai déjà dit, est celle qui est appliquée aujourd'hui par tous les grands pays fédéraux: Etats-Unis, Canada, Allemagne, Suisse, entre autres.

J'ai aussi parlé des **LMBOs** et **LBOs**, des rendements visés dans ces opérations (plus de 20%) et du court-termisme que le système entraîne. Et du risque pour l'entreprise lorsqu'on se paye un peu trop sur la bête (dette représentant souvent de 50 à 70% du prix de la reprise). Le 27 juin 2009 **Le Monde** titrait une de ses pages d'économie: «Les difficultés des LBO pèsent sur les banques». A l'époque on estimait que 20% des 1500 entreprises françaises qui avaient eu recours à ce système étaient en difficulté à cause de l'importance de leur endettement. Et M. Bernardy, le Président de l'Association des Fonds d'Investissement en capital-venture, que je connais et que j'ai déjà rencontré, renchérit: «ces chiffres sont peut-être sous-estimés». Quoi qu'il en soit, je pense qu'aujourd'hui on a largement dépassé ce pourcentage. Or qui donne ces crédits? Les banques bien sûr. On a en général deux niveaux de dettes, la normale et la senior. A la fin de 2008, dit Le Monde, les experts estimaient que les banques françaises avaient en stock 60 milliards de prêts de cette nature et que près de 50% des sommes engagées pourraient être en danger (et on ne parle que de la France). Et le 2 octobre dernier un autre article du **Monde** prédisait que le tiers des fonds d'investissement pourraient disparaître purement et simplement. Je ne vais pas pleurer sur leur sort. C'est sur celui des entreprises et de leurs salariés que je pleure. Ici je voudrais faire une fois de plus une parenthèse. J'ai participé très activement non seulement à la première opération LMBO que j'ai réalisée sur mon groupe en 1990 et que j'ai menée avec succès jusqu'à son terme en 2001, mais également à celle de mon successeur (en 2001). Or, en 2001, il était d'usage que l'investisseur fasse intervenir de nombreux conseils extérieurs, en général chèrement payés, pour vérifier les comptes, la situation fiscale, juridique, environnementale, le business plan, la situation de l'entreprise dans son marché et l'avenir du marché lui-même. Alors si l'opération échoue ultérieurement cela veut dire que tous se sont trompés: le management qui a fait le business plan, le fonds d'investissement dont beaucoup de cadres sont eux-mêmes des ingénieurs de Grandes Ecoles, les banques qui ont accordé le crédit et tous les conseils extérieurs. Cela fait beaucoup de monde. Mais cela démontre la faillibilité humaine: on croit à ce que l'on veut bien croire. Et cela explique également toutes les défaillances qui nous ont amenés à la crise que nous vivons actuellement. Ce n'est donc pas seulement la cupidité qui est en cause. George Soros, ex-grand prédateur (c'est lui qui a réussi presque tout seul à faire chuter la Livre de 20% en 1992; je m'en souviens bien, on avait une filiale de distribution anglaise et cela nous a coûté la peau des fesses), aujourd'hui grand repent, grand philanthrope et grand critique du fondamentalisme du marché, établit toute une théorie, théorie de la «reflexibilité», à ce sujet, dans son livre sur la crise publié dès 2008 (voir **George Soros: La Vérité sur la crise financière, édit. Denoël, 2008**), mais ne dit au fond pas autre chose que moi. «Les modèles économiques négligent presque entièrement la faillibilité des spéculateurs mais aussi des régulateurs, d'où les errements actuels», dit-il. Ceci montre que les règles

doivent non seulement être changées mais être aussi beaucoup plus sévères, beaucoup plus contraignantes et pénalisantes (sur le plan pénal justement). Car on ne compte plus les cas où les contrôleurs ont failli. Il suffit de se souvenir des erreurs d'Arthur Andersen dans l'histoire Enron, il y a quelques années, des négligences de la SEC tout récemment pour ce qui est du flibustier Madoff, du scandale Parmalat en Italie et d'un autre scandale, impliquant un gros groupe indien où la trésorerie annoncée était comme chez Parmalat totalement fausse et où Price-Waterhouse-Coopers avait tout simplement oublié de demander la confirmation des comptes bancaires. Et puis il faut aussi oublier une fois pour toutes la fameuse théorie de l'auto-régulation qui fait partie du dogme de l'Ecole de Chicago.

Alors, parlons-en de **la crise**. Je la suis très attentivement depuis septembre 2008, c. à d. depuis le moment où elle commençait à prendre l'allure d'un tsunami. Mais je ne m'intéresse que très peu aux mesures prises pour en sortir. Non, tout ce qui m'intéresse c'est l'explication des causes et la description des mesures qu'on va prendre ou que l'on devrait prendre pour qu'une telle crise ne se reproduise plus jamais. Dans son article du 7 juillet 2009 cité plus haut Rocard parle d'un «détonateur financier» fait d'une chaîne: «hausse de prix de matières premières liée aux produits dérivés, puis subprimes, puis titrisations en partie frauduleuses, et chaîne de faillites». «En trente ans», dit-il encore, «c'est une révolution intra-capitaliste qui s'est faite, et pour le pire. Le motif de ce changement majeur est tout simple: dans le monde bancaire, c'est une avidité démesurée, une orientation viscérale vers la recherche de la fortune, qui explique aussi bien l'extension vertigineuse des produits dérivés que les invraisemblables niveaux de rémunération, comme la tendance évidente à la tricherie et à l'immoralité à l'oeuvre dans les subprimes et les titrisations de créances douteuses.» Complètement d'accord. Sauf que c'est idiot de parler de morale. C'est le côté protestant de Rocard. L'immoralisme accompagne forcément la recherche «viscérale» du profit. C'est quand les riches deviennent vieux, blasés, trop riches et s'embêtent qu'ils deviennent philanthropes ou collectionneurs d'art contemporain. Comme les vieux baiseurs qui se rangent quand ils deviennent vieux, souffrent de la prostate et ne peuvent plus bander. Et Rocard continue: «Dans l'économie réelle, c'est le durcissement de la pression actionnariale, quasi absente jusqu'en 1980, ensuite organisée par les fonds de pension, d'investissement ou d'arbitrage, puis renforcée par la prise de pouvoir ou la constitution de minorités de blocage par tous ces fonds dans toutes les entreprises contemporaines ou presque. On veut du gain en capital, quitte à broyer les logiques d'entreprise». Cent pour cent d'accord une fois de plus. Je l'ai démontré.

Mais alors, que change-t-on? Rien, strictement rien. Commençons par les **subprimes**. Rappelons de quoi il s'agit. Des démarcheurs vont voir les gens qui ont acquis une maison, disent que la valeur de leur bien a monté, montera encore et qu'on pourra leur donner un crédit supplémentaire pour tenir compte de la nouvelle valeur. On a voulu nous faire croire qu'il s'agissait d'aigrefins. Ce qui est ridicule quand on connaît les valeurs qui ont été en jeu et la complicité de tous les opérateurs de la chaîne, ceux qui ont donné les crédits, ceux qui ont rédigé les actes hypothécaires, ceux qui ont accepté les hypothèques (les Mae et compagnie, sauvés par le gouvernement américain), ceux qui ont titrisé les créances et ceux qui

ont revendu les fonds titrisés dans le monde entier. Que va-t-on changer? Rien. En France on a des lois et des règlements sur le surendettement. En principe les possibilités d'emprunter sont limitées (les mensualités ne doivent pas dépasser un certain pourcentage des revenus. Et les banques respectent ces engagements, au moins pour ce qui est des crédits immobiliers). Aux Etats-Unis toute limitation est impensable. Cela serait contre la culture du pays. De plus on a toujours été généreux pour ce qui est des crédits immobiliers. Je me rappelle que lors de mes premiers voyages aux Etats-Unis dans les années 60-70 j'avais noté que l'on accordait déjà des crédits de 20 ans alors que nous-mêmes n'étions qu'à peine 8 ans. Donc l'histoire des subprimes peut recommencer.

La titrisation. Une banque donne un crédit à un emprunteur qu'elle connaît. Et puis elle le mobilise pour se refaire sa trésorerie, en l'incluant par petites tranches dans des fonds qu'elle vend au monde entier. Impensable! Irresponsable. On a dit que la banque reste responsable du non-paiement. Si cela était vrai ou plutôt réalisable en pratique on n'aurait pas eu de crise. Le fait est que le monde entier avait des petites portions de subprimes et ne savait pas combien ni quel était le risque réel. Et la pratique de la titrisation a été appliquée à d'autres crédits. On sait que chaque Américain a une bonne dizaine de cartes de crédit: or les crédits correspondants ont été titrisés également. Et à un moment donné on a cru que cette titrisation-là allait créer un second scandale (même si les sommes en jeu étaient bien plus faibles). On connaît de puis toujours la réassurance en matière d'assurances. Mais là on reste dans un domaine bien spécifique, on ne réassure que ce qui, en cas de sinistre grave, pourrait dépasser un certain seuil et les 3 ou 4 grosses sociétés de réassurance mondiales savent très bien de quoi il s'agit et quels risques elles prennent. La titrisation des crédits immobiliers n'est pas une réassurance. C'est une pratique frauduleuse puisque ceux qui achètent les produits titrisés ne connaissent pas leur risque. Avez-vous entendu dire que l'on va interdire la titrisation? Non, au contraire, j'ai même cru lire que l'on envisageait la titrisation des produits toxiques que les banques ont cédés gracieusement à nos gouvernements...

Les produits dérivés. Ces produits-miracles qui sont censés vous protéger contre la fluctuation de la Bourse. Des produits qu'aucun Directeur de Banque normal ne comprend (pas plus que ceux qui les vendent au bon public). Des produits qui font appel à des théories et des formules mathématiques sophistiquées que seuls des mathématiciens de génie sont capables de pondre. Cela m'a toujours fait penser aux martingales des joueurs de roulette au casino. Et probablement pas beaucoup plus fiables. Tout le monde crie haro sur ces produits. Et on continue de les vendre comme avant...

Les hedge funds. Là au moins on a dit qu'on allait les contrôler. Mais ils ne sont pas d'accord. D'abord ils disent que ce n'est pas par eux que la crise est arrivée. Peut-être, mais ils sont un élément essentiel de la spéculation générale. Et puis ils disent que si on les contrôle ils perdent les secrets de leur réussite. Et, de plus, ils sont tous installés dans des paradis fiscaux.

Ah, mais **les paradis fiscaux**, alors là oui, on allait les attaquer. Il faut dire que voilà un sujet qui ne pose pas de problèmes aux Américains. La plupart des gens ne connaissent pas la puissance de l'administration fiscale américaine. N'est-ce pas grâce au fisc qu'on a pu toucher - un tout petit peu - les chefs de la Mafia?

Sait-on que les pauvres Américains expatriés doivent payer leurs impôts en Amérique sur leurs revenus étrangers alors même qu'ils sont résidents fiscaux d'un autre pays (s'ils ne le font pas ils ne peuvent plus rentrer chez eux)? Il y a quelques années certains Etats comme la Californie se sont obstinés, malgré l'opposition du Gouvernement fédéral, à vouloir imposer les filiales de grands groupes multinationaux implantées chez eux sur le bénéfice consolidé mondial groupe (avec un ratio basé sur des critères utilisés pour la répartition de l'impôt national entre Etats - lorsqu'une société américaine a des branches dans plusieurs Etats - tels que loyers payés, frais de personnel et stocks de fin d'année). Et moi-même, ayant investi quelques milliers de dollars dans notre petite filiale américaine d'une dizaine de personnes, ai eu la surprise de voir, lors de la première distribution de dividendes de quelques centaines de dollars, que le fisc américain en avait informé le fisc luxembourgeois! Et, lorsqu'on voit la guerre menée actuellement par l'administration américaine contre UBS, on oublie que cette même administration avait déjà obtenu il y a quelques années de l'association des banques suisses qu'elles s'engagent à imposer à leurs clients américains l'alternative suivante: ou déclaration au fisc américain ou imposition à la source de 35% sur leurs revenus financiers. Et aux Bahamas les banques locales ouvrent largement leurs livres au fisc américain.

Alors le G20 a pu prendre quelques décisions. Chaque «paradis fiscal» a dû s'engager à signer 12 accords de double imposition comportant la clause OCDE, c. à d. s'engageant à lever le secret bancaire, à titre individuel, «lorsqu'un pays pourra prouver qu'il y a des éléments probants qui laissent à penser qu'il y a délit fiscal». Le Luxembourg s'est empressé de signer de nouveaux accords (ou réactualiser les anciens) avec d'autres pays à secret comme la Suisse, l'Autriche, la Belgique, le Liechtenstein et Monaco, des pays très importants comme l'Arménie et la Moldavie et des pays à fiscalité nulle comme les Emirats Arabes Unis! Résultat, d'après quelques amis banquiers ou conseillers fiscaux: un certain nombre de petits épargnants fraudeurs ont eu peur et sont partis, les gros sont restés et d'autres gros sont arrivés. Le solde est plutôt positif pour le Luxembourg. De toute façon les grosses fortunes ont leurs holdings et seules les personnes physiques sont touchées par les accords. Tant qu'il n'y aura pas de déclaration systématique et que les trusts et holdings subsisteront rien de fondamental ne sera changé là non plus. Encore que la pression sur les pays à secret bancaire va probablement continuer. Les déficits et dettes budgétaires vertigineux de nos Etats européens devront bien, un jour, être effacés par une augmentation des impôts. Et les opinions publiques accepteront de moins en moins que les plus fortunés y échappent, à l'impôt. Ceci étant on ne peut pas dire non plus que les paradis fiscaux soient à l'origine de la crise. Sauf que la non-imposition des revenus financiers ne fait qu'augmenter encore plus vite les sommes disponibles pour la spéculation...

Autre sujet d'accord au G20: encadrer **les bonus des traders**. Mais là encore on a dû déchanter très vite: Obama a répondu à Sarkozy: Dans mon pays on ne peut limiter par la loi les revenus d'un individu. Et c'est vrai (encore que rien n'empêche d'augmenter les impôts sur les hauts revenus). On revient toujours au même problème. On ne peut changer la culture américaine. Et mondialisation oblige: chaque banque

dit qu'elle ne peut brimer ses traders sinon ils partent ailleurs. Mais pourquoi ne parler que bonus? Pourquoi personne ne parle de l'activité même des traders? Ne peut-on l'encadrer celle-là? Or c'est parti comme avant. Le **New-York Times** titrait il y a quelques semaines: «Business as usual». Et dans **le Monde** du 3 septembre 2009 , intitulée **Les «geeks»**, on explique comment «des programmeurs surdoués se livrent avec leurs ordinateurs ultra-rapides et leurs algorithmes secrets, à une bataille pour le contrôle du marché boursier américain». Ce sont les nouveaux traders qui spéculent plus vite que leur ombre! Et les grandes banques américaines comme Goldman-Sachs et Citygroup, mais aussi BNP chez nous, affichent déjà des bénéfices mirobolants.

Alors parlons **spéculation** et **opérations à terme**. Quand dans ma jeunesse on voulait expliquer le mécanisme - et l'utilité - des ventes ou achats à terme, on donnait l'exemple suivant: un fabricant de moteurs électriques est grand consommateur de fils de cuivre. Il a des commandes qui s'étendent sur 6 mois, un an ou plus. Or il doit s'engager sur un prix. Il a donc besoin de connaître le prix du cuivre sur la même période. Il va donc acheter à terme à un prix fixé à un vendeur qui spéculé puisqu'il prend le risque de s'engager sur un prix tout en espérant faire un bénéfice. D'où l'intérêt économique de ce genre d'opérations. Mais on conçoit bien que lorsque le pétrole monte à 140 \$ pour descendre ensuite à 40 ou lorsque le prix du blé double presque du jour au lendemain, c'est la spéculation pure et simple qui a pris le dessus. Et qu'elle n'a plus aucune justification économique. Qu'au contraire elle handicape l'économie parce que les acteurs de l'économie, qu'ils soient industriels ou exploitants agricoles, ne peuvent plus rien prévoir. Je suis certain que des moyens existent pour l'encadrement de cette activité prédatrice.

Interdiction de spéculation sur certains produits, limitation du monopole que certains acteurs obtiennent sur certaines matières premières (un seul exemple: actuellement le hedge fund Ebulio Capital Management basé aux Iles Caïman contrôle 90% des stocks mondiaux d'étain), limitation des crédits accordés pour la spéculation, imposition de dépôts conséquents, etc.

Tout ce que je dis là les grands responsables financiers de nos Etats et de nos Institutions internationales le savent. Et pourtant rien ne bouge. Moi, je ne suis qu'un dilettante, un super-dilettante, dans ce domaine aussi bien que dans celui de la littérature, de l'histoire et des autres sciences humaines. Mais il m'arrive de rêver. Rêver que tous les grands partis de gauche (et peut-être du Centre) s'unissent pour réfléchir à tous ces problèmes, puis tirer des conclusions sur les mesures à prendre et décider de défendre ensemble ces conclusions sur le plan européen (en même temps d'ailleurs que combattre d'autres idées néfastes comme la privatisation de tous les services publics qui vont jusqu'à notre facteur familial). C'est un rêve, je le sais bien. Je vais le dire en anglais, cela passera peut-être mieux? I have a dream...

(Octobre 2009)

